

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE L'ALPHABÉTISATION

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

INSPECTION GÉNÉRALE

Service communication
B.P. V 160
Tél : 27 20-22-24-68
Fax : 27 20-21-15-93



Réf. N°3680 MENA / IGEN / COM



Revue de Presse

DU MERCREDI 16 OCTOBRE 2024

Thème de l'année scolaire 2023-2024

**« Soyons des citoyens responsables
pour une école de qualité »**



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE L'ALPHABÉTISATION



**BONNE RENTRÉE
À TOUS**



L'actu en bref



Grève dans le secteur de l'Éducation, des Affaires Sociales, de la Santé et de la Femme, Famille et Enfant : « La mauvaise foi de certains fonctionnaires et agents de l'État. » P.02 Thiery LATT

Les agents des secteurs Éducation-Formation, Santé, Protection Sociale et du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant essaient depuis hier, mardi 15 octobre, de paralyser leurs secteurs d'activités. Un acte qui va contre le bon sens. Et cela, en application d'un préavis de grève de 72 heures du 15 au 17 octobre 2024. Ce qui n'obéit à aucune logique. D'abord, elle foule aux pieds la seconde trêve sociale signée entre le gouvernement et le monde du travail qui court jusqu'en 2027. Ensuite, elle n'obéit nullement à la loi n° 92-571 du 11 septembre 1992 fixant les modalités de la grève. Le préavis ne fait pas obstacle à la négociation en vue du règlement du conflit. Dans le cas d'espèce, aucune de ces étapes n'a été respectée. D'où la mauvaise foi de certains fonctionnaires et agents de l'État.

Des revendications surréalistes, voire... farfelues. P.02 Y. SANGARÉ

Des agents de la Fonction Publique qui se lèvent subitement pour enclencher une grève, du reste illégale et incongrue, et réclamer des choses auxquelles ils n'ont aucunement droit. Au nombre de leurs revendications figurent deux requêtes surréalistes pour ne pas dire farfelues. La première, c'est l'octroi d'une prime d'incitation aux personnels du secteur Education-Formation, à l'instar des régies financières (impôts, Trésor, etc.). La seconde revendication ahurissante est le changement de statut des instituteurs adjoints. Les grévistes exigent que les instituteurs adjoints, qui ont bénéficié d'un recrutement particulier et d'une durée de formation plus courte, deviennent tous des instituteurs pleins. C'est un peu comme si dans l'armée, des militaires exigeaient que les sous-officiers et les officiers soient mis tous au même rang, alors qu'ils n'ont pas passé le même concours d'entrée dans les forces armées de Côte d'Ivoire. Des revendications surréalistes, voire... farfelues.

Une grève politique. P.02 Rahoul SAINFORT

C'est dans ce climat de tension que le PDCI - RDA décide de convoquer ses enseignants militants à une réunion, ce mercredi 16 octobre 2024. Ce communiqué intrigue plus d'un qui s'interrogent sur le timing de cette convocation. L'opposition serait-elle derrière cette grève ? Cette hypothèse n'est pas à écarter. D'autant plus qu'elle est en perte de vitesse. La grève dans la Fonction Publique ivoirienne pourrait être une stratégie parmi tant d'autres pour reprendre du poil de la bête et surtout "emmerder" le gouvernement.

Vite dit... / Man : « Des serviettes hygiéniques offertes à des jeunes filles. » P.03

Le samedi 12 octobre 2024, la place de la Paix de Man a accueilli une cérémonie de remise de serviettes hygiéniques aux jeunes filles scolarisées, marquant un engagement fort dans la lutte contre la précarité menstruelle. À l'initiative du maire de Man, Aboubakar Fofana, cette action vise à soutenir les filles vulnérables de la commune en leur fournissant des kits menstruels, afin de garantir de meilleures conditions d'apprentissage.

Grève dans les secteurs Education, Santé, Femme, Famille et Enfant : « Anne Ouloto, Mariatou Koné et Pierre Dimba appellent les grévistes à la raison. » P.11 OF (stg)

Hier, mardi 15 octobre 2024 une délégation, composée des ministres de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation ; de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration ; ainsi que celui de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture Maladie Universelle, a effectué une tournée dans les écoles et les hopitaux publics du district d'Abidjan. Et cela, pour s'enquérir du déroulement des cours et de la présence effective du personnel soignant. La ministre Mariatou Koné qui a vu à leur poste des responsables de certains syndicats d'enseignants, s'est félicitée de l'attitude de ces fonctionnaires qui, bien que réclamant la prime, ont choisi de ne pas faire de grève et de s'inscrire dans le processus du dialogue, qui a cours. Elle en a profité pour inviter les enseignants « perturbateurs » au bon sens et à revenir à la table du dialogue.

Bouaké / Rentrée scolaire : « Le Conseil du coton et de l'anacarde soulage les enfants des producteurs. » P.11 COULIBALY Souleymane, Correspondant

Le Conseil du coton et de l'anacarde a fait don de 240 kits scolaires aux enfants des producteurs de Totokro, dans la sous-préfecture de Bouaké. Le PCA de la structure bienfaitrice, Ouattara Blidia Alain Hyacinthe, a procédé le mardi 15 octobre 2024, à la remise officielle de ces manuels scolaires. C'était à l'école primaire publique

de la localité, en présence des autorités préfectorales, coutumières et des acteurs du système éducatif. Le président de la mutuelle de développement de Pitiessi, dont est issu le village de Totokro, N'Goran Kouakou Armand, a exprimé la gratitude des populations envers le Conseil du coton et de l'anarcade. Il a saisi cette occasion pour solliciter une contribution à la réalisation de la clôture de l'école et de l'obtention de vivres pour la cantine.

Rentrée Scolaire 2024 - 2025 : « GI2E distribue 1 204 kits scolaires aux enfants du personnel d'exécution. » P.12 Rahoul SAINFORT

La 3^e édition de la remise de kits scolaires au personnel d'exécution (éboueurs, balayeurs, chauffeurs...) et de prix d'excellence dénommée " Rentrée solidaire" organisée par le Groupement Ivoire Eco Environnement (GI2E) a tenu toutes ses promesses. Ce sont en effet, 1 204 kits qui ont été distribués et 16 prix d'excellence dont deux supers, baptisés Sarrahn Teinin Ouattara (Nom de la Directrice Générale de l'ANAGED). Ces derniers ont été remis aux deux majors du primaire et du secondaire, Lo Mahan Vehi Grâce, en classe de CM1 avec une moyenne de 18, 83 / 20 et Soro Salomé en classe de 5^e avec une moyenne de 17, 33 / 20.



Grève de 72h des personnels des secteurs Éducation-Formation, Santé, Emploi et Affaires Sociale : « Le mouvement suivi malgré les menaces et intimidations. » P.06 Jean PRISCA

Le gouvernement a décidé de passer à l'offensive en agitant le spectre des intimidations et menaces, face à la grève des enseignants (15,16, et 17 octobre). Malgré les appels reçus de toutes parts, "la grève pour l'octroi de primes trimestrielles conséquentes aux personnels des secteurs Education-Formation, Santé, Emploi et Affaires Sociale", a été suivie dans plusieurs établissements publics. Certains lycées, collèges et écoles primaires étaient fermés. Les grévistes ont décidé d'aller au feu, malgré la pression et les avertissements. Le lundi en fin de journée, les faitières des syndicats ont été invitées par la ministre d'État, ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, pour une rencontre. Les revendications relatives aux primes pourront avoir une issue le jeudi prochain.

Pourquoi l'État ne doit pas bander ses muscles ? P.06 JB KOUADIO

Bien que menacés, les enseignants du primaire et du secondaire ont démarré leur grève, hier mardi 15 octobre 2024. Le bâton brandi par le Gouvernement est resté sans effet sur la détermination des grévistes. Dès les premières heures de la journée, les tendances donnaient la grève largement suivie sur l'ensemble du territoire nationale, à part quelques localités réfractaires ou hésitantes. L'État vient ainsi d'être défié, débouté. Un échec cuisant pour lui, qui a vite fait de bander ses muscles. Pourtant cette grève était prévisible. En renvoyant les fonctionnaires vers leurs ministères techniques pour les discussions sectorielles, celui de la Fonction publique se réservait le devoir de mettre en place un Comité consultatif. Les discussions démarrent, le jeudi 17 octobre 2024, afin de trouver un terrain d'entente.

Lu sur sa page Facebook / Mariatou Koné après une visite dans certains établissements :« Le constat est rassurant » P.07

En compagnie de la Ministre d'État, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration et du Ministre de la santé et de la Couverture Maladie Universelle, j'ai sillonné, ce mardi 15 octobre 2024, plusieurs établissements scolaires pour m'assurer de l'ouverture des salles de classe et du bon déroulement des cours. Le constat est rassurant. En dépit de perturbations observées par endroits, les salles de classe ont été ouvertes sur l'ensemble du territoire et les cours effectifs. Une grande majorité des enseignants est à son poste. J'adresse mes félicitations à l'ensemble des enseignants de Côte d'Ivoire et je les exhorte à toujours privilégier le dialogue, car c'est dans la négociation que les solutions sont trouvées. Pouvons nous lire sur la page Facebook de la ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Professeur Mariatou Koné.



Malgré les menaces du régime : « La grève des fonctionnaires largement suivie. » P.07 Ferdinand BAILLY

Depuis quelques semaines, les fonctionnaires des secteurs de l'Éducation et de la Formation, regroupés au sein de l'Intersyndicale du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (IS-MENA) et de l'Intersyndicale du Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (IS-METFPA), ainsi que les syndicats du Ministère de l'Emploi, de

la Protection Sociale, et du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'enfant, ont annoncé un arrêt de travail de 72 heures à partir du mardi 15 octobre 2024. Face à cette menace, le gouvernement a dénoncé dans un communiqué paru le 14 octobre dernier, le préavis de grève et a estimé qu'elle « constitue une violation du protocole d'accord portant trêve sociale pour la période 2022-2027 ». Il ne s'est pas limité à cette dénonciation et a menacé les syndicats en ces termes : « Le recours à la grève obéit à une procédure légale dont le non-respect expose les contrevenants à des sanctions pécuniaires et disciplinaires, sans préjudice de poursuites pénales en cas de violences ou de voies de fait ». Malgré ces menaces, la grève a été largement suivie sur l'ensemble du territoire national, dès le premier jour.

Les revendications de l'IS-MENA et l'IS-METFPA. P.07 F.B

Les revendications des enseignants regroupés au sein de l'Intersyndicale du ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (IS-MENA) portent sur cinq points essentiels, notamment: l'octroi d'une prime d'incitation pour le personnel du secteur Éducation-Formation; l'institution d'une filière relative à l'administration scolaire avec la création de nouveaux emplois et un profil de carrière; le reversement des salaires suspendus et ponctionnés de façon démesurée en 2019 et 2020; la revalorisation des indemnités liées aux examens à grand tirage et leur paiement au plus tard deux semaines après la fermeture des secrétariats d'examens et pour finir, la promotion des instituteurs adjoints, entre autres points importants.

Les conséquences. P.07 FB

La fermeture des écoles dans tout le pays a suscité de vives inquiétudes quant aux répercussions sur le système éducatif. Avec un suivi estimé à 88 % pour le préscolaire et le primaire et à 85 % pour le secondaire, la paralysie du secteur pourrait entraîner de graves retards dans le déroulement de l'année scolaire. De nombreux parents s'inquiètent pour l'avenir académique de leurs enfants, tandis que les syndicats, eux, mettent en avant la nécessité des conditions de travail décentes pour garantir une éducation de qualité. La grève touche également les institutions spécialisées, telles que les centres pour enfants handicapés sensoriels, (mal-voyants et malentendants) et les orphelinats.

Une mobilisation nationale malgré les menaces. P.07 FB

Malgré les menaces, le mouvement de grève a rencontré une adhésion massive sur l'ensemble du territoire. Dès le premier jour, des sources concordantes rapportent que des établissements ont été fermés dans la quasi-totalité des régions du pays, aussi bien dans les grandes villes que dans les zones rurales. À Abidjan, la capitale économique, toutes les communes ont également été touchées, avec des établissements de renom, fermés à plus de 85 %. L'ampleur de la mobilisation

illustre la profondeur du malaise social. Selon plusieurs observateurs, cette grève dépasse les simples revendications salariales. Elle reflète un mécontentement général face à ce qui est perçu comme un manque de considération pour les fonctionnaires, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle.



Fronde sociale : « On en sait un peu plus sur ceux qui tirent les ficelles. » P.05 Audrey BONI

Alors que le gouvernement ivoirien s'est jusque-là montré disposé à maintenir la dynamique du dialogue avec les partenaires sociaux pour un climat social apaisé, un groupe de syndicats des secteurs de l'éducation nationale, de la santé et de la protection sociale brandissent des menaces de grève. Pour la première journée d'hier mardi 15 octobre 2024, le mouvement n'a pas été suivi. Mais, on en sait un peu plus sur ceux qui tirent les ficelles. Un parti de l'opposition convoque, aujourd'hui mercredi 16 octobre 2024, une rencontre avec le secrétaire exécutif en charge des relations avec les enseignants militants dudit parti, les groupes sociaux-professionnels, les présidents nationaux, départementaux et communaux des enseignants et groupes sociaux-professionnels ainsi que les membres de leurs bureaux. Un rendez-vous dont "l'importance", recommande la présence de tous. De quoi sera-t-il question à cette réunion au moment où des groupes piétinent un accord signé avec les autorités ? À qui profiterait cette situation ? Les heures à venir situeront davantage sur ce qui se trame.

Lutte contre l'analphabétisme : « Cissé Cheick Sallah nommé ambassadeur. » P.06 SD

Le célèbre taekwondoïste ivoirien, Cissé Cheick Sallah, médaillé de bronze lors des Jeux Olympiques de Paris 2024, a été désigné ambassadeur de la lutte contre l'analphabétisme. Cette nomination a été officialisée, le lundi 14 octobre 2024, à l'issue d'une rencontre avec la ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Professeuse Mariatou Koné. Reconnu pour sa carrière exceptionnelle qui compte trois médailles d'or, trois médailles d'argent, et une médaille de bronze, le taekwondoïste incarne un modèle de persévérance et de réussite pour la jeunesse ivoirienne. En plus de son impressionnant parcours sportif, Cissé Cheick Sallah a récemment publié un ouvrage intitulé *Grands coups, Grand destin*, qu'il a présenté à la ministre.

Grève dans le public : « Au 1^{er} jour, service effectif sur le terrain ! » P.07 KARIM SACKO

Pour s'assurer que les travailleurs étaient effectivement à leurs postes dans les établissements scolaires et sanitaires, une délégation du gouvernement, composée de la ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto ; de la ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Professeuse Mariatou Koné ; ainsi que du ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture Maladie Universelle, Pierre Dimba ; a effectué une visite de terrain, hier mardi 15 octobre 2024. Objectif, s'assurer de la présence effective des travailleurs, au premier jour de grève annoncée par les syndicats des secteurs de l'éducation nationale et de la santé. Trois escales ont ponctué cette visite, notamment, le collège moderne de l'autoroute, le groupe scolaire régional (école régionale de Treichville) et le Centre Hospitalier Universitaire (CHU), de Treichville.



Intelligence : « Le groupe scolaire Nord d'Abobo a rouvert son second portail. » P.03

Le Groupe scolaire Nord d'Abobo a rouvert son portail secondaire après plusieurs années de fermeture, une mesure qui avait été prise pour lutter contre l'insécurité au sein de l'établissement.

Arrêt de travail de syndicats de fonctionnaires : « Une grève illégale qui a fait flop ? » P.04 Charles KOUASSI

Arrêt de travail de syndicats de fonctionnaires. Une grève illégale qui a fait flop. La grève, débutée mardi 15 octobre 2024 et censée prendre fin jeudi 17 octobre 2024, ne respecte pas la procédure légale, selon des experts du ministère de la Fonction publique. Explications : La loi de 1992 encadre précisément la procédure à suivre pour les grèves dans la fonction publique. Les syndicats qui ont initié la grève sont sortis du cadre du dialogue social et du comité consultatif. Ils doivent revenir à la table des discussions dans l'esprit de la trêve sociale. Le gouvernement reste ouvert à la poursuite du dialogue à travers la réunion du comité consultatif le 17 octobre 2024, jour correspondant à la fin de la grève.

Grève lancée par des syndicats de fonctionnaires : « Le gouvernement constate le bon fonctionnement des services publics et renouvelle l'appel au dialogue. » P.04 CK

Une délégation du gouvernement, composée de la Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto, de la Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou Koné, ainsi que du Ministre de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, Pierre Dimba, a effectué une visite de terrain pour constater la présence des travailleurs dans les Etablissements scolaires et sanitaires. Elle a profité pour relancer l'appel au dialogue, en assurant que celui-ci n'a jamais été rompu. Trois escales ont marqué cette visite : le Collège Moderne de l'Autoroute, le Groupe Scolaire Régional et le CHU de Treichville.

Grève des enseignants en Côte d'Ivoire / Bli Blé David : « La grève a été vraiment bien suivie. » P.05 TOURÉ Abdoulaye avec A. TRAORÉ

Bli Blé David estime que la grève de 72 heures lancée par des enseignants et des organisations syndicales du ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation a été largement suivie à travers le pays, le mardi 15 octobre 2024. Selon le porte-parole de l'Intersyndicale du ministère de l'Éducation Nationale, (Is-Mena), le premier jour de la grève a été vraiment bien suivi sur toute l'étendue du territoire national avec des taux atteignant 100 % dans l'enseignement technique et près de 96 % dans le secondaire. On aurait fait les 100 % s'il n'y avait pas quelques zones d'ombre à Abidjan.

Bouaké : « Certains établissements sous le poids de la grève. » P.05 NAMBACÉRE Joël

De nombreux enseignants de Côte d'Ivoire ont répondu à l'appel à la grève, comme annoncé. À Bouaké, la quasi-totalité des établissements d'enseignement primaire et secondaire publics sont désertés par les enseignants. Du lycée moderne TSF au lycée moderne de Nimbo, en passant par le lycée municipal Djibo Soukalo et le lycée classique et moderne, les enseignants ont soutenu l'initiative de cette grève, en dépit des menaces émises par les autorités administratives. Ils sont déterminés à obtenir leur prime de performance. Pour le proviseur du lycée municipal Djibo Soukalo, la grève est bien effective dans son établissement, comme l'indique son bilan de la mi-journée.

Grève des enseignants : « Une mobilisation massive selon Amani Konan. » P.05 Mamadou Ouattara avec L. Abdul

Amani Konan, Secrétaire général du Syndicat national de l'Office d'aide à la Commercialisation des produits vivriers (SYNA-OCPV), s'est exprimé sur la grève des enseignants dans une déclaration. Selon lui, la grève, qui vise à alerter les autorités sur les revendications des enseignants, a été suivie de manière quasi totale à travers le pays, avec un taux de participation avoisinant les 97%.

Grève des enseignants à Daloa : « Etablissements publics fermés, élèves plongés dans l'incertitude. » P.05 Beker YAO

La grève des enseignants en Côte d'Ivoire, débutée le mercredi 15 octobre 2024, a profondément perturbé le système éducatif public à Daloa au premier jour de cette grève. Cette mobilisation, qui s'étend du 15 au 17 octobre, s'inscrit dans une démarche de revendication pour l'obtention de leur prime. Dans les principaux établissements publics de la ville, notamment le Lycée 1, le Lycée 2, le Lycée Antoine Gauz, le Lycée Khalil, le PPU et le Lycée professionnel technique, la grève est suivie à 100 %, selon les témoignages recueillis. Cependant, la majorité des élèves du public se retrouve désemparée, craignant que cette interruption prolongée, ne compromette leur année scolaire.



Prétendu arrêt de travail dans les services publics : « La grève est un échec. » P.04 FRANCK K. avec SERCOM

Une délégation du Gouvernement, composée du Ministre d'État, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto ; du Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou Koné ; ainsi que du Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, Dimba Pierre, a effectué une visite de terrain pour s'encquérir de la présence des travailleurs dans les Etablissements Scolaires et Sanitaires. Trois (03) escales ont ponctué cette visite, notamment le Collège Moderne de l'autoroute, le Groupe Scolaire Régional (Ecole Régionale de Treichville) et le CHU de Treichville. Sur place, les trois membres du gouvernement se sont rendu compte de l'effectivité du Service, avec la présence des enseignants dans les écoles et du personnel soignant au CHU de Treichville.



Grève dans l'Éducation Nationale, la Santé et les Affaires Sociales / Des sources ministérielles se prononcent sur ce qui s'est passé, hier : « De façon globale, il y a volonté manifeste de maintenir le service public. » P.09 BAMBA Idrissa

L'Intersyndicale des Syndicats du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (IS-MENA) et des Syndicats des Secteurs de la Santé et des Affaires Sociales ont entamé, hier mardi 15 octobre 2024, une grève de 3 jours qui s'achèvera demain jeudi 17 octobre. Ce mouvement de protestation n'a pas atteint les résultats escomptés, nonobstant quelques tensions constatées dans certains établissements secondaires à Abidjan et à l'intérieur du pays. Les forces de l'ordre étaient présentes partout pour assurer la sécurité. De façon globale, il y a une volonté manifeste des enseignants et des agents de santé de maintenir le service public. Sur l'action menée par les syndicats, les différents ministères de tutelle ont estimé que la grève est illégale, parce que n'ayant pas respecté la procédure.

Grève des enseignants du public / Abidjan : « Les forces de l'ordre bien armées descendent dans des établissements. » P.10 Dominique FADEGNON

Des cargos entiers du Groupement Mobile d'Intervention (GMI) de la 2^e Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS 2) et des gendarmes ont fait des descentes dans certains établissements, à Abidjan, ce mardi 15 octobre 2024, suite à la grève. Armes au poing, ils ont veillé au grain. Il convient de souligner que dans le primaire public, les élèves étaient en classe.

Dabou : « Etablissements primaires et secondaires paralysés. » P.10 Norbert NKAKA (Correspondant régional)

La grève déclenchée par l'Intersyndicale de l'Education Nationale a été largement suivie par l'ensemble des agents, à Dabou, notamment les enseignants, les éducateurs et autres Inspecteurs de l'orientation et de l'enseignement secondaire. Dans les différents établissements primaires et secondaires publics à savoir les Lycées Léboutou, Akpa Gnagne, Tiapani Dominique et Bessio, les personnels enseignants et les éducateurs avaient tous décroché. Ces enseignants grévistes se sont retrouvés dans les salles des professeurs. Au niveau des écoles primaires, le

décor était identique. Il n'y a pas eu cours ce mardi 15 octobre. Par contre, le personnel de santé de l'hôpital général n'ont pas observé la grève. Les forces de police ont sillonné les différents établissements pour assurer la sécurité. Aucun incident n'a été déclaré.

District de Sassandra : « Les classes vides. » P.10 Nerou KOUADIO (Correspondant régional)

Les classes dans le secondaire public sont restées désespérément vides dans le District du Bas-Sassandra, ce premier jour du mouvement de grève, initié par une Coalition de plusieurs syndicats du secteur Education-Formation. De Fresco à Tabou en passant par Sassandra, San Pedro, Grand-Béréby et Gabiadi, dès 9 h, la totalité des lycées et collèges publics de ces localités et villes s'était vidée des rares professeurs qui étaient venus faire cours. Quant aux élèves, peu se sont rendus au collège, donnant l'impression de soutenir leurs formateurs dans leurs revendications financières. Au niveau de l'enseignement primaire, par contre, le bilan de cette première journée semble mitigé.

Alépé : « Des professeurs arrêtent les cours ; des instituteurs en classe. » P.10 BONI Vaugelas (Correspondant régional)

À l'appel de l'Intersyndicale du ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, de nombreux professeurs des établissements secondaires publics du département d'Alépé ont observé un arrêt de travail, le mardi 15 octobre 2024. Les élèves ont dû regagner leur maison. Au Lycée moderne de Danguira, à environ 50 km d'Alépé, sur 9 professeurs que compte cet établissement secondaire public, 6 ont suivi à la lettre le mot d'ordre de grève. Au lycée Yapo Ahouchi dit Pergaud de Montézo, à 8 km d'Alépé, les enseignants, tout comme leurs collègues d'Alépé et de Danguira, ont observé la grève. Dans les Ecoles Primaires Publiques (EPP) de l'Inspection de l'Enseignement Préscolaire et Primaire (IEPP) d'Alépé, ce mot d'ordre n'a pas été respecté. Les tout-petits présents ont donc reçu l'enseignement selon leur emploi du temps du jour.

Grèves des enseignants et des agents de santé : « Les ministres Mariatou Koné, Pierre Dimba et Anne Ouloto sur le terrain. » P.11 Yann AFFO

La ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, professeur Mariatou Koné, le ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, Pierre Dimba, et la Ministre d'Etat, ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto, ont mené une visite dans des écoles primaires et secondaires d'Abidjan et dans un Centre Hospitalier, le mardi 15 octobre 2024. Ils se sont assurés de l'effectivité des activités des enseignants et agents de santé. Cette visite a eu pour point de départ

le Collège moderne autoroute de Treichville. Puis le cortège s'est rendu au Groupe scolaire régional, situé dans la même commune, avant de finir au CHU de Treichville. Les membres du gouvernement ont pu observer le bon déroulement des cours avec des élèves, instituteurs, professeurs et agents de santé, heureux de les recevoir.

**Bouaké : « Le mouvement suivi, des contrôles effectués. » P.11
Ladji Abou SANOGO (Correspondant régional)**

Les établissements scolaires publics de Bouaké, capitale de la région de Gbêkê, étaient totalement vides, le mardi 15 octobre 2024. En lieu et place des élèves et enseignants, de nombreux éléments des forces de l'ordre postés dans les différents lycées et collèges de la ville. Du Lycée moderne 2 au Lycée Djibo Soukalo, en passant par le Lycée Nimbo, les enseignants ont brillé par leur absence. Rencontrés, plusieurs ont déclaré être prêts à aller jusqu'au bout. Trop, c'est trop ! « Nos différents syndicats ont posé nos revendications, nous attendons donc qu'une suite favorable soit donnée. Le cas échéant, cette grève sera reconduite », a tempêté F.P., professeur de Sciences physiques. Il faut noter que le ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration a effectué un contrôle inopiné et est reparti avec une liste.

**Sud-Comoé : « pas d'enseignement à Grand-Bassam et
Aboisso. » P.11 DOUH Stéphane (Correspond régional)**

Le mot d'ordre de grève lancé par la Coalition dénommée "Intersyndicale des Syndicats du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation" (IS-MENA) est entré dans son application sur le terrain. Ce mardi 15 octobre 2024, la quasi-totalité des établissements secondaires était fermée à Aboisso. Dès les premières heures, les enseignements n'ont pas été dispensés. Les forces de l'ordre ont sillonné les établissements aux fins de parer à toute éventualité. Gonflés à bloc et galvanisés par le succès de la première journée, les grévistes comptent aller au bout de leur logique, pour réclamer le paiement d'une prime trimestrielle et le reversement des ponctions salariales de 2018 à 2020.

**Divo : « Des lycées et Ecoles primaires publiques paralysés. »
P.11 Soumaïla BAKAYOKO (Correspondant régional)**

La grève lancée par des syndicats de l'Education Nationale pour revendiquer des primes trimestrielles a été suivie à Divo. En effet, ce mardi 15 octobre 2024, premier jour, les lycées modernes 1, 2 et 3 de Divo ont été complètement paralysés. Il en était de même pour certaines Ecoles Primaires Publiques (EPP). Les élèves, partis tôt le matin dans leurs différents établissements scolaires, ont été contraints de retourner à la maison, faute d'enseignants.

Grève dans l'enseignement public : « Des syndicats de l'Internationale de l'Education dénoncent la répression. » P.12 **Dominique FADEGNON**

Des syndicats initiateurs de la grève de 72 heures, dans un document publié sur la page Facebook le mardi 15 octobre, dénoncent une répression syndicale. Selon eux, des missions "de menace, de mutation abusive, de suspension, de relèvement de fonction et de privation de certains services aux enseignants, aux directeurs d'école, aux inspecteurs de l'enseignement préscolaire et primaire ainsi qu'aux chefs d'établissement" ont été envoyées sur tout le territoire national. Ils jugent ces méthodes « inacceptables et dignes d'un autre âge ».

Guemon : « Des élèves désertent les établissements. » P.12 **Ibrahim BAKOULE (Correspondant régional)**

L'appel à la grève lancé par plusieurs syndicats de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle a été suivie, mardi 15 octobre 2024, dans la région du Guémon, comprenant les départements de Kouibly, Facobly, Bangolo et Duékoué, chef-lieu de région. Ce mardi, le travail était à l'arrêt dans les Ecoles Primaires Publiques (EPP) et secondaires de cette région. Au Lycée moderne de Bangolo, il n'y avait aucun enseignant dans les salles. Aux alentours de 9h, les élèves ont déserté cet établissement.

Tiassalé et N'Douci : « Des établissements scolaires paralysés. » P.12 Raphaël ZOHOURI (Correspondant régional)

Le secteur Education-Formation à Tiassalé et N'Douci est en proie, depuis mardi 15 octobre 2024, à une importante grève des enseignants, qui s'étendra sur 72 heures. Ce mouvement de protestation, initié par des faïtières syndicales, a perturbé gravement les cours dans les établissements primaires et secondaires publics de ces deux localités. Les enseignants grévistes ont plusieurs revendications parmi lesquelles figure en bonne place, le paiement d'une prime trimestrielle d'incitation. Dans les écoles, l'absence des enseignants est palpable et, livrés à eux-mêmes, les élèves se retrouvent dans l'incertitude.

Gohitafla : « Un Inspecteur avertit les grévistes. » P.12 **Narcisse KOFFI (Correspondant régional)**

La grève de trois (3) jours (15, 16 et 17 octobre 2024) annoncée par les faïtières syndicales de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, de la Santé et des Affaires sociales, est entrée dans sa phase active, depuis hier mardi 15 octobre 2024, à Gohitafla. L'ensemble des professeurs des établissements secondaires de Gohitafla ont déserté les salles de classe. Il en était de même dans des Écoles primaires et publiques (Epp) du centre ville. Cependant, quelques instituteurs

inculquaient le savoir aux élèves. Julien N'Guessan, Inspecteur de l'enseignement Préscolaire et Primaire (IEPP) du département de Gohitafla dans un Groupe scolaire, notamment Centre 1 et 2, s'est appliqué à faire du coaching auprès de ses instituteurs. Il les a exhortés à ne pas se laisser gagner par les mauvaises pensées. Celui d'entre eux qui se fera prendre en train de déloger des élèves et instituteurs, subira la rigueur de la loi.

Bayota, Ouragahio et Sinfra : « La grève suivie. » P.12 Douayéré TRAZIE (Correspondant régional)

La grève du secteur Education-Formation, annoncée pour les mardi 15, mercredi 16 et jeudi 17 octobre 2024, est entrée dans sa phase d'exécution. Ainsi, de Ouragahio à Sinfra en passant par Bayota, les établissements du secondaire étaient ouverts ce mardi 15 octobre avec quelques enseignants à leurs postes, mais les élèves ont été sommés de retourner à la maison. Dans les hôpitaux publics, les médecins et les infirmiers ont fait des points contradictoires. Des médecins ont affirmé qu'il n'y a pas de problème. Quant aux infirmiers, ils ont soutenu que le service minimum était assuré.

Presse en ligne

SOCIÉTÉ / Côte d'Ivoire : le mot d'ordre de grève des enseignants partiellement suivi à Abidjan. Publié le mardi 15 octobre 2024 | Abidjan.net

SOCIÉTÉ / Des responsables syndicaux mobilisent les enseignants à Vavoua pour la grève projetée dans l'éducation nationale. Publié le dimanche 13 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / Année scolaire 2024-2025: Diaby Mariame et l'ONG LAME Afrique distribuent plus de 2 500 kits scolaires. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | Abidjan.net

AFRIQUE / Afrique: des inondations massives privent d'école des millions d'enfants, selon une ONG. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AFP

SOCIÉTÉ / La plupart des établissements scolaires de la région de Gbêkê restés fermés ce mardi pour cause de grève des enseignants. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / Le mouvement de grève observé partiellement dans des établissements scolaires de Yopougon et Attécoubé. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / La grève des enseignants observée à Bingerville. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / Des enseignants en salles de classe à Minignan malgré le mot d'ordre de grève. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP

SOCIÉTÉ / La grève dans le secteur éducation partiellement suivie à Séguela. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP

RÉGIONS / Fresco : L'ONG Lame Afrique fait des dons aux élèves et aux femmes du vivrier. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | Fratmat.info

Côte d'Ivoire / Grève à la Fonction Publique : les secteurs Education-Formation, Santé et Protection Sociale à l'arrêt ? Publié le mardi 15 octobre 2024 | 7info.ci

SOCIÉTÉ / Cacaoculture / Lutte contre le Travail des Enfants : La Coopérative CAYAT fait dons de kits scolaires et des brouettes aux producteurs. Publié le mardi 15 octobre 2024 | Abidjan.net

SOCIÉTÉ / Côte d'Ivoire/ Grève annoncée des fonctionnaires : le gouvernement dénonce une violation de l'accord portant trêve sociale et menace. Publié le lundi 14 octobre 2024 | Abidjan.net

Détente

Caricature

Gilbert Koné Kafana
aux militants de la Nawa :



"Faites tout pour que la Côte d'Ivoire reste debout avec Alassane Ouattara"

Arrêt de travail dans les secteurs de la santé,
de l'éducation, des affaires sociales...

Cette grève est politique et manipulée !

16 octobre 2023 - 16 octobre 2024
**365 jours à la tête
du gouvernement**



- **La mauvaise foi de certains fonctionnaires et agents de l'Etat**
- **Des revendications surréalistes**
- **Quelques perturbations dans le secondaire à l'intérieur du pays**
- **Trois membres du gouvernement appellent les grévistes à la raison**

Robert Beugré Mambé,
un homme de mission, de
conviction et d'action aux
côtés du Président Ouattara

GRÈVE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION, DES AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ ET FEMME, FAMILLE ET ENFANT

La mauvaise foi de certains fonctionnaires et agents de l'Etat

THIERY LATT

Un acte qui va contre le bon sens. Des agents des secteurs éducation-formation, santé, protection sociale et du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant essaient depuis hier de paralyser leurs secteurs d'activités. Et cela, en application d'un préavis de grève de 72 heures du 15 au 17 octobre 2024 qui n'obéit à aucune logique. D'abord, elle foule aux pieds la seconde trêve sociale signée entre le gouvernement et le monde du travail et qui court jusqu'en 2027. Ensuite, elle n'obéit nullement à la loi n° 92-571 du 11 septembre 1992 fixant les modalités de la grève. Et qui, en ses articles 2 et 3, énonce que trois procédures doivent être observées avant le déclenchement de toute grève. Les meneurs de cette grève font preuve de mauvaise foi et sont certainement quidés par un sombre dessein. En effet, comment comprendre qu'avec tous les efforts déployés par le Président de la République Alassane Ouattara depuis 2011, des fonctionnaires et agents de l'Etat décident de sortir du cadre organique qui existe pour se comporter comme s'ils étaient dans une jungle où tout est permis ? Surtout que le gouvernement ivoirien a honoré à hauteur de 99%, les engagements pris lors de la signature de la trêve sociale pour un montant de plus 1100 milliards sur la période 2022 - 2027, avec notamment la promulgation de la loi 2023-892 du 23 novembre 2023 portant Statut général de la Fonction publique (SGFP).

Que dire de l'opérationnalisation



A la tête d'une forte délégation ministérielle, Anne Ouloto, qui étaient accompagnée de Pierre Dimba et Mariatou Koné ont visité certains sites hier. (Photo dr)

du Comité Consultatif de la Fonction publique depuis jeudi dernier ? Ce cadre voulu par les fonctionnaires et agents de l'Etat recueille les avis des centrales syndicales pour les déverser ensuite au gouvernement qui, en dernier recours, prend les décisions idoines. L'installation de ce cadre est la preuve que le gouvernement ivoirien n'est pas fermé au dialogue. Il en est de même de la finalisation et de la mise en œuvre par le gouvernement, de la réforme du système d'imposition des salaires consacrant la suppression de la Contribution Nationale (CN). Avant cela, le Président de la République a instauré une prime exceptionnelle

au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat en activité et de ceux ayant fait valoir leurs droits à la retraite.

Il y a aussi la revalorisation de l'indemnité de transport des fonctionnaires et agents de l'Etat et des allocations familiales. Ainsi que l'extension du bénéfice de l'indemnité contributive au logement aux fonctionnaires et agents de l'Etat qui n'en bénéficiaient pas sans oublier la revalorisation de l'indemnité contributive au logement. Tous ces acquis ont été enclenchés par le déblocage des salaires en 2015. Ces salaires étaient bloqués depuis 27 ans. En 2018, le gouvernement a honoré son engagement

d'épuiser le stock des arriérés estimé à 249,6 milliards de FCFA. On le voit, le gouvernement ivoirien a affiché sa volonté de trouver une solution aux différentes revendications des fonctionnaires et agents de l'Etat. C'est justement ce qui a motivé l'installation des comités de dialogue social dans tous les ministères. Pour que les revendications sectorielles soient gérées par les ministères techniques et les revendications transversales par le Premier ministre, chef du gouvernement.

De ce qui précède, on ne peut qu'affirmer que cette grève est inopportune dans la mesure où le dialogue social, entamé et con-

sacré par le protocole d'accord et les textes internationaux, n'a jamais été rompu. Elle est illégale parce que ses auteurs n'ont respecté aucune des règles qui guident tout mouvement de grève. En effet, selon la procédure de grève dans les services publics, telle que prescrite par la loi n° 92-571 du 11 septembre 1992, toute grève est obligatoirement précédée d'une procédure de conciliation comprenant trois phases successives. Premièrement, il faut une tentative de conciliation entre le service ou l'organisme employeur et les agents, en liaison avec les services compétents du ministère en charge de la Fonction publique. Deuxièmement, les travailleurs qui projettent de se mettre en grève doivent saisir le ministre technique intéressé et le ministre chargé de la Fonction publique en vue d'une solution. Troisièmement, s'ils n'ont pas gain de cause, ils saisissent du chef du gouvernement en dernier ressort. En cas d'échec de la conciliation, l'organisation syndicale concernée est tenue, si elle désire recourir à la grève, de déposer un préavis précisant les motifs, le lieu, la date et l'heure du début de la grève, simultanément au ministère en charge de la Fonction publique contre la remise d'un récépissé de dépôt et au ministère technique ou à la direction de l'établissement concerné, au moins six (06) jours ouvrables avant la date prévue pour le déclenchement de la grève. Le préavis ne fait pas obstacle à la négociation en vue du règlement du conflit. Dans le cas d'espèce, aucune de ces étapes n'a été respectée. D'où la mauvaise foi de certains fonctionnaires et agents de l'Etat.

TL

Des revendications surréalistes voire... farfelues

Y. SANGARÉ

«Une grève est un mouvement organisé par des salariés pour réclamer le paiement des jours où ils n'ont pas travaillé ». Cette citation de Philippe Bouvard - célèbre, humoriste, présentateur de radio et de télé - résume parfaitement l'arrêt de travail de 72 heures à compter du mardi 15 octobre 2024, par certains syndicats de fonctionnaires des secteurs suivants :

éducation nationale ; affaires sociales ; femmes, famille et enfants ; santé ; enseignement technique et formation professionnelle.

Voilà des agents de la Fonction publique qui se lèvent subitement pour enclencher une grève, du reste illégale et incongrue, et réclamer des choses auxquelles ils n'ont aucunement droit. Au nombre de leurs revendications figurent deux requêtes surréalistes pour ne

pas dire farfelues. La première, c'est l'octroi d'une prime d'incitation aux personnels du secteur éducation-formation, à l'instar des régies financières (impôts, Trésor, etc.). Mais, disons-le tout net, la comparaison n'est pas juste. Car, aucun Etat du monde n'octroie des primes à l'ensemble de ses fonctionnaires et agents. Chaque corps de métier a ses avantages. Si les enseignants, qui s'agitent aujourd'hui, ne perçoivent pas de primes,

ils sont, en revanche, mieux payés que beaucoup d'autres fonctionnaires, qui ont le même grade qu'eux.

La seconde revendication ahurissante est le changement de statut des instituteurs adjoints. Les grévistes exigent que les instituteurs adjoints, qui ont bénéficié d'un recrutement particulier et d'une durée de formation plus courte, deviennent tous des instituteurs pleins. C'est un peu comme si

dans l'armée, des militaires exigeaient que les sous-officiers et les officiers soient mis tous au même rang, alors qu'ils n'ont pas passé le même concours d'entrée dans les forces armées de Côte d'Ivoire.

Manifestement, les initiateurs de cette grève outrepassent totalement leurs droits, donnant du coup raison à tous ceux qui doutent du motif réel de ce mouvement d'humeur. Et si les grévistes avaient un agenda caché ?

YS

Une grève politique

RAHOUL SAINFORT

Les enseignants, les agents de la santé, les fonctionnaires des ministères de la femme et de l'enfant ; de l'emploi et de la protection sociale, de la culture et de la francophonie font front commun pour réclamer des primes d'incitation à l'Etat. Une grève de 72h (15, 16 et 17 octobre) a été lancée par leurs

différents syndicats pour tordre le bras au gouvernement afin qu'il accède à leurs requêtes. Ce, alors que les différents canaux de discussion ne sont pas rompus et que la trêve sociale pour laquelle ils se sont engagés jusqu'en 2027 court toujours. C'est dans ce climat de tension que le PDCI - RDA décide de convoquer ses enseignants militants à une réunion ce mercredi 16 octobre. Ce communiqué intrigue

plus d'un qui s'interroge sur le timing de cette convocation. L'opposition serait-elle derrière cette grève ? Cette hypothèse n'est pas à écarter. D'autant plus qu'elle est en perte de vitesse. La grève dans la Fonction publique ivoirienne pourrait être une stratégie parmi tant d'autres pour reprendre du poil de la bête et surtout "emmerder" le gouvernement. Il n'est pas exclu même que dans les jours à venir,

elle s'empare de cette problématique des "primes" et en fasse ses choux gras. Par ailleurs l'attitude des leaders syndicaux à la base de cette grève qui, il faut le préciser a été un flop pour cette première journée, donne à réfléchir. Ces derniers ont, en effet, décidé d'emprunter une voie radicale face à la main tendue du gouvernement. Pendant qu'ils sont attendus par les ministres de tutelle pour discuter, ils refusent toute discussion avec les autorités ivoiriennes. Autant d'actes et de faits qui interrogent.

RS



est aussi
en vente sur
pressecotedivoire.ci
et **abidjan.net**

PRIX : 200 FCFA



VITE DIT...

● Man

Des serviettes hygiéniques offertes à des jeunes filles

Le samedi 12 octobre 2024, la place de la Paix de Man a accueilli une cérémonie de remise de serviettes hygiéniques aux jeunes filles scolarisées, marquant un engagement fort dans la lutte contre la précarité menstruelle. À l'initiative du maire de Man, Aboubakar Fofana, cette action vise à soutenir les filles vulnérables de la commune en leur fournissant des kits menstruels, afin de garantir de meilleures conditions d'apprentissage.

GRÈVE DANS LES SECTEURS EDUCATION, SANTÉ, FEMME, FAMILLE ET ENFANT

Anne Ouloto, Mariatou Koné et Pierre Dimba appellent les grévistes à la raison

Prendre le pouls de la situation, s'enquérir du déroulement des cours dans les écoles et s'assurer de la présence du personnel soignant dans les hôpitaux publics du district d'Abidjan. C'est l'essentiel de la tournée effectuée par la ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration Anne Désirée Ouloto et les ministres Mariatou Koné (Education nationale et Alphabétisation) et Pierre Dimba (Santé, Hygiène publique et Couverture Maladie Universelle). C'était hier mardi 15 octobre 2024 en début d'après-midi. La délégation du gouvernement a marqué une escale au Collège Moderne de l'Autoroute, au Groupe scolaire régional et au Chu de Treichville. Les trois ministres se sont rendus compte de l'effectivité des enseignements dans ces différents établissements scolaires et de la présence du personnel de santé au centre hospitalier universitaire de Treichville.

La ministre Mariatou Koné qui a vu à leur poste des responsables de certains syndicats d'enseignants s'est félicitée de l'attitude de ces fonctionnaires qui, bien que réclamant la prime, ont choisi de ne pas faire de grève et de s'inscrire dans le processus de dialogue qui a cours. Elle en a profité pour inviter les enseignants « perturbateurs » au bon sens et à revenir à la table du dialogue. Qui, a-t-elle insisté, n'a jamais été rompu. Non sans condamner la violence exercée sur les enseignants qui faisaient cours dans certaines localités de l'inté-



Les émissaires du gouvernement ont appelé les grévistes à la table de négociation

rieur du pays. La ministre de l'Education nationale a affirmé que des revendications sectorielles des enseignants ont été satisfaites pour cette rentrée scolaire. Il s'agit de la suppression des cours de mercredi et la non syndicalisation des chefs d'établissements.

Il est bon de noter qu'au préscolaire et au primaire dans le district d'Abidjan, les cours n'ont pas été perturbés. Toutefois, plusieurs établissements secondaires de l'intérieur du pays ont connu des arrêts de cours. Dans le secteur de la santé, le constat est le même : le personnel médical est à son poste. Les trois membres du gouvernement ont pu s'en rendre compte lors de la visite guidée du directeur

général de cet établissement hospitalier universitaire.

Le ministre de la Santé Pierre Dimba s'est félicité du sens élevé du service public observé par le personnel en milieu sanitaire. Il a exprimé sa gratitude à ses collaborateurs qui se sont désolidarisés de tout mouvement de grève et qui ont continué à administrer les soins aux malades.

En tant que ministère employeur, la ministre d'Etat Anne Désirée Ouloto a salué l'esprit de responsabilité des fonctionnaires dans leur grande majorité qui n'ont pas suivi le mot d'ordre de grève lancé par certains syndicalistes. Elle a surtout dénoncé le caractère « illégal et irresponsable » de cette grève que

rien ne justifie. Anne Désirée Ouloto a rappelé les bonnes dispositions du président de la République et du gouvernement qui ont toujours accordé un intérêt à l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires. Elle en veut pour preuve, les importantes mesures

Par conséquent, elle a invité les uns et les autres à se ressaisir et à s'inscrire dans le processus de dialogue social qui reste la seule alternative pour réclamer de nouvelles mesures sociales. La ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique a annoncé la tenue de la



Les trois ministres se sont rendus compte de l'effectivité des enseignements dans cette salle de classe. (Ph. DR)

sociales à effets financiers à eux octroyées après la signature de la deuxième trêve sociale le 8 août 2022. C'est pourquoi, elle a opté pour une grande fermeté face à l'attitude des syndicalistes qui ont choisi d'observer cet arrêt de travail. Tout en précisant que des suites administratives et disciplinaires seront données à cette grève qui survient en totale violation des dispositions en la matière.

première réunion du Conseil Consultatif de la Fonction publique le jeudi 17 octobre 2024 où toutes les préoccupations nouvelles surtout celles concernant la prime trimestrielle seront débattues.

OF (stg)

BOUAKÉ/ RENTRÉE SCOLAIRE

Le Conseil du coton et de l'anacarde soulage les enfants des producteurs

**COULIBALY SOULEYMANE,
CORRESPONDANT**

Le Conseil du coton et de l'anacarde a fait don de 240 kits scolaires aux enfants des producteurs de Totokro, dans la sous-préfecture de Bouaké. Le PCA de la structure bienfaitrice, Ouattara Blidia Alain Hyacinthe, a procédé le mardi 15 octobre 2024, à la remise officielle de ces manuels scolaires. C'était à l'école primaire publique de la localité, en présence des autorités préfectorales, coutumières et des acteurs du système éducatif. A l'occasion, le PCA a indiqué que cet acte témoigne de l'engagement du Conseil du coton et de l'anacarde en faveur du développement de leurs filières, mais aussi de leur volonté de soutenir la formation des générations futures. « L'éducation est le pilier sur lequel repose l'avenir de notre pays. En investissant dans l'instruction de nos enfants, nous semons les graines du développement durable pour nos communautés. C'est pourquoi le Conseil du Coton et de l'Anacarde a initié ce programme de soutien aux enfants des producteurs, pour leur offrir les moyens nécessaires à leur réussite scolaire. En fournissant ces kits, nous



A travers cette action, le Conseil du coton et de l'anacarde entend exprimer sa solidarité aux producteurs. (Ph. DR)

affirmons notre désir de voir chaque enfant de cette région se doter des outils indispensables pour construire un avenir meilleur », a-t-il expliqué. Ouattara Blidia Alain Hyacinthe a noté qu'à travers cette action, le Conseil du coton et de l'anacarde entend exprimer sa solidarité aux producteurs pour leur travail acharné et leur engagement quotidien à contribuer non seulement à l'économie nationale, mais également à l'amélioration des conditions de vie de nom-

breuses familles. Il a exhorté les producteurs à de meilleures pratiques pour des productions de qualité. Représentant le sous-préfet de Bouaké, Yapo Arsène, a salué cette initiative envers les enfants des producteurs de coton et de l'anacarde. Il a fait part de la portée sociale de cette action. « Chers élèves, ces kits scolaires sont plus qu'un simple ensemble de fournitures. Ils représentent un engagement envers votre réussite et la foi en votre capacité à

devenir les leaders de demain. Utilisez-les à bon escient, travaillez dur et n'oubliez jamais que l'éducation est votre meilleur allié », a-t-il insisté. Président de la mutuelle de développement de Pitiessi, dont est issu le village de Totokro, N'Goran Kouakou Armand, a exprimé la gratitude des populations envers le Conseil du coton et de l'anacarde. Il a saisi cette occasion pour solliciter une contribution pour la réalisation de la clôture de l'école et des vivres pour la cantine.

CS

RENTÉE SCOLAIRE 2024- 2025

GI2E distribue 1204 kits scolaires aux enfants du personnel d'exécution

RAHOUL SAINFORT

La 3^e édition de la remise de kits scolaires au personnel d'exécution (éboueurs, balayeurs, chauffeurs...) et de prix d'excellence

dénommée " Rentrée solidaire" organisée par le Groupement Ivoire Eco Environnement (GI2E) a tenu toutes ses promesses. Ce sont en effet, 1204 kits scolaires qui ont été distribués et 16 prix d'excellence dont deux supers prix baptisé Sarrahn Teinin Ouattara, DG de l'Anaged, remis aux

deux majors du primaire et du secondaire. Selon Sarrahn Teinin Ouattara, également marraine de cette édition, l'acte posé par le premier responsable de GI2E va au-delà d'une simple remise d'outils indispensables à l'apprentissage et à la formation des enfants. Il s'agit, selon elle, d'un inves-



tissement dans l'avenir des enfants." Merci de vous soucier de vos collaborateurs qui travaillent au quotidien à l'assainissement des villes et communes", a-t-elle félicité. Pour elle, les enfants représentent l'avenir du pays. Raison pour laquelle elle a précisé que ceux-ci "ont besoin d'aller à l'école" afin de " bâtir à leur tour une nation forte". C'est en cela qu'elle a affirmé que le chef de l'État œuvre à construire un système de formation plus abouti. Aux parents d'élèves, elle leur a demandé de travailler pour un meilleur encadrement et suivi des enfants. Notamment en les accompagnant dans leurs cursus scolaires. Dr Youssouf Soumahoro, PDG de GI2E, a signifié que ce projet témoigne de l'engagement de son groupe envers l'éducation. Pour lui, l'objectif visé est double : soulager les parents d'élèves en réduisant le stress de la rentrée scolaire et promouvoir l'excellence. Ce sont, selon lui, plus de 2000 kits qui ont été distribués pendant les deux premières éditions." Cette année, nous avons ajouté un cachet spécial avec le super prix Sarrahn Teinin Ouattara", a-t-il indiqué. Youan Bi Richard, porte-parole des parents d'élèves, a signifié à l'endroit de Dr Soumahoro que par ce geste, "vous redonnez l'espoir et la motivation à nos enfants pour un avenir meilleur". Au nom de ses camarades, Coulibaly Sabe, porte-parole des élèves, a exprimé leur détermination à tirer le meilleur parti de cette chance qui leur est donnée. LoMahan Vehi Grâce, en classe de CM1 avec une moyenne 18, 83/20 et Soro Salomé en classe de 5e avec une moyenne de 17, 33/20, sont les deux super lauréats.

RS





N°6717 • 22^e année • Mercredi 16 Octobre 2024 • Prix : 300FCFA



La route coupée, le Gouvernement indifférent...
**Tai-Guiglo, les syndicats
ont décidé de rendre
leur route praticable**



Crise et déception partout

La case RHDP brûle, que veut-on nous cacher ?

Education nationale, santé



Malgré les menaces, les grèves largement suivies

• Dos au mur, le Gouvernement veut négocier enfin

Et Vlan !
Par Eddy PEHE
**Rester chez soi
peut-il menacer
la paix sociale ?**

18 octobre 1905 – 18 octobre 2024
**Des événements scientifiques, culturels et
religieux pour l'anniversaire d'Houphouët-Boigny**

Jean-Benoît Papa Nouveau, S.E chargé des Confessions religieuses

**« Le 18 octobre est une date
solennelle pour le peuple »**



• **Kafana
en médecin
après la mort**

• **La peur
d'une débâcle
s'installe**

• **Thiam,
l'équation qui
donne l'insomnie**

2^e édition de l'Université
libérale d'Abidjan
**A la recherche
de nouveaux modèles
de gouvernance
publique**

Éliminatoires CAN 2025
Côte d'Ivoire : 0 - Sierra-Leone : 1

**La 1^{ère} défaite
de Faé en 10 mois**

Grève de 72h des personnels des secteurs Education-Formation, Santé, Emploi et Affaires Sociale Le mouvement suivi malgré les menaces et intimidations

Le gouvernement a décidé de passer à l'offensive en agitant le spectre des intimidations et menaces face à la grève des enseignants. Malgré les appels reçus de toutes parts, "la grève pour l'octroi de primes trimestrielles conséquentes aux personnels des secteurs Education-Formation, Santé, Emploi et Affaires Sociales", a été suivie dans plusieurs établissements publics, dont des lycées, collèges et écoles primaires sur toute l'étendue du territoire. Les grévistes ont décidé d'aller au feu, malgré la pression et les avertissements. **« La grève a été suivie à 100% dans l'Enseignement technique et la formation professionnelle, 96% dans le secondaire et 87% dans le primaire et le préscolaire »**, soutient Bli Blé David, porte-parole des fédérations qui sont : l'Intersyndicale du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation (IS-MENA), ainsi que celle du ministère de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage (IS-METPPA) et le Collectif des enseignants pour la prime (CEP).

LA GRÈVE BIEN SUIVIE À L'INTÉRIEUR DU PAYS
Sur le terrain, le constat est bien là. Le Lycée municipal 1 et 2 Pierre Gadié de Yopougon, Lycée Simone Ehiwet Gbagbo de Yopougon, A Adjamé, tous les 4 grands lycées qui sont le Lycée municipal de Williamsville, le Lycée Djedji Amondji 220 Lgts, Lycée Nanguy Abrogoua et le Lycée moderne Adjamé Harris. A l'intérieur du pays, plusieurs établissements ont également respecté le mot d'ordre de grève. Lycée moderne de Divo, Lycée moderne de Man Daloa, Simba, Bondoukou, Daakoro du préscolaire au secondaire général et



Plusieurs établissements scolaires sont restés fermés

professionnel tous ont fermé, hier Bangolo, Ouakoué Kouibly, Facobly, Bouahé, Lycée classique de Bouaké, Lycée moderne 2, Lycée moderne jeunes filles, Lycée Martin Luther King, tous fermés. Selon Bli Blé : **« même si les autorités tentent de cacher la vérité, la réalité du terrain est implacable »**. Dans plusieurs établissements d'Abidjan, et de l'intérieur du pays, les enseignants ont déposé la craie.

LES MENACES ET INTIMIDATIONS N'ONT PAS PORTÉ

Le ministère d'Etat, ministère de la Fonction publique avait levé le ton en menaçant les enseignants de représailles, indiquant que ces derniers **« s'exposent à des sanctions pécuniaires et disciplinaires, sans compter des poursuites pénales en cas de violences ou de voies de fait »**. Le préfet d'Abidjan s'est même permis de menacer les fonctionnaires grévistes en demandant aux DRENA de faire parvenir les listes des personnels qui ne seraient pas à leur poste. Les agents de Police et de Gendarmerie ont été même déployés dans les établissements pour briser toutes velléités. En dépit de toutes ces dispositions, les grévistes ont opté pour la Prime

d'école, IEPP et Chefs d'Etablissement. Il est même allé jusqu'à associer à cette macabre initiative, certains de nos illustres préfets et sous-préfets pour proférer des menaces à nos camarades sur le terrain. Nous protestons vivement contre ces méthodes inacceptables dignes d'un autre âge et rappelons à l'opinion nationale et internationale que la Côte d'Ivoire, notre pays, est un Etat de droit où la liberté d'expression et d'association est garantie. Mieux, la démocratie se nourrit de contradiction. Le droit de grève est un droit constitutionnel », s'est insurgé David Bli Blé, porte-parole du Collectif des syndicats du secteur Education-formation, de la Santé et des Affaires sociales. Et pourtant, fait remarquer le Collectif des syndicats, toutes les procédures légales en la matière ont été scrupuleusement respectées et en réaction au dialogue improductif engagé depuis deux ans pour l'obtention de la prime.

LA TENTATIVE DE MÉDIATION DES CENTRALES A ÉCHOUÉ

Le porte-parole soutient qu'aucun contact n'a été établi par les

autorités depuis qu'ils ont décidé de quitter la table de négociation. Un simulateur de médiation aurait été tenté par des Centrales syndicales, mais celle-ci n'a pas porté parce qu'aucune réponse n'a été donnée aux préalables à eux soumis par les syndicats en grève, indique Bli Blé David. Les enseignants, les fonctionnaires des Affaires sociales et les agents de la Santé exigent à l'Etat de Côte d'Ivoire l'octroi d'une "prime d'incitation". Les partenaires sociaux, après plusieurs ateliers, ont interpellé leurs ministères de tutelle qui, jusqu'à la veille du lancement de la grève, n'avaient pas encore accédé à cette principale revendication. Ainsi, les syndicats, après l'épuisement du préavis de grève, ont décidé d'arrêter le travail les 15, 16 et 17 octobre 2024, pour interpellier les pouvoirs publics sur leurs conditions de plus en plus intolérables. Le lundi en fin de journée, les fédérations des syndicats ont été invitées par la ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique pour une rencontre dont le point un de l'ordre du jour portait sur les revendications relatives aux primes aura lieu le jeudi prochain.

JEAN PRISCA



Pourquoi l'Etat ne doit pas bander ses muscles

Bien que menacés, les enseignants du primaire et du secondaire ont démarré leur grève, hier. Le bâton brandi par le Gouvernement est resté sans effet sur la détermination des grévistes. Dès les premières heures de la journée du mardi, les tendances donnaient la grève largement suivie sur l'ensemble du territoire national, à part quelques localités réfractaires ou hésitantes. La grève a eu lieu et les enseignants ne comptent pas lâcher prise. Ils maintiennent le cap, tant que les 3 jours décrétés ne s'épuisent pas. L'Etat vient ainsi d'être défié, débouté. La toute puissance de l'autorité n'a pu dissuader. Dans le langage nouchi, en Côte d'Ivoire, on dirait : « L'Etat a tapé po-teau ». C'est-à-dire un échec cuisant pour l'Etat qui a vite fait de bander ses muscles. Pourtant cette grève était prévisible. En renvoyant les fonctionnaires vers leurs ministères techniques pour les discussions sectorielles, le ministère de la Fonction publique se réservait le devoir de mettre en place un Comité consultatif. C'est seulement le

10 octobre dernier que cette plateforme qui a vocation de donner chance aux discussions a été mise en place par le ministère d'Etat, ministère de la Fonction publique. Alors que depuis deux ans, cette promesse est sans suite. Voilà qu'est venue la grève. Les enseignants ont débrayé. Sans ménagement. Et l'Etat de presser les pas. Il reste à savoir si ce réveil tardif du Gouvernement est teinté de bonne foi. L'Etat de Côte d'Ivoire est-il disposé à satisfaire la gamme de revendications dont le point d'orgue est la prime d'incitation pour tous les fonctionnaires ? Oui, l'Etat a le devoir impérieux de corriger cette injustice.

Faut-il le rappeler, la grève se fonde sur l'inégal traitement des fonctionnaires ivoiriens. Pour des travailleurs qui servent le même Etat, une bonne frange bénéficie des primes trimestrielles, tandis que d'autres sont limités à leurs salaires qui évoluent au pas de tortue. Peu importe le diplôme. Des fonctionnaires aux petits grades s'offrent des immeubles alors que d'autres bardés de hauts diplômes (A4, A5, A6 et A7) tirent le diable par la queue. Tout

serait parti de la maxime du président Félix Houphouët-Boigny qui disait « *qu'on ne regarde pas dans la bouche de celui qui grille l'arachide* ». Le père fondateur de la nation faisait allusion aux fonctionnaires dans les régies financières. Les enseignants grévistes estiment que le moment est bien venu de jouer la carte de la fermeté. Les primes ici et maintenant. D'ailleurs, l'Etat de Côte d'Ivoire a les moyens de sa politique. Y a qu'à voir les Institutions budgétivores dotées de plusieurs milliards mais qui n'ont aucune influence sur la vie des citoyens. Inutile de les citer ici. C'est sans compter les détournements récurrents. En Côte d'Ivoire, selon des experts, la corruption a atteint des proportions inquiétantes. L'Etat gagnerait donc à supprimer ces Institutions inutiles pour faire face aux multiples revendications des fonctionnaires et à la cherté de la vie. Tout est une question de volonté politique. Vivement que les discussions qui démarrent, ce jeudi, puissent mettre l'Etat et ses agents d'accord sur les sujets qui fâchent.

JB KOUADIO

Lu sur sa page Facebook / **Mariatou Koné** après une visite dans certains établissements :

« Le constat est rassurant »



En compagnie de la Ministre d'État, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration et du Ministre de la santé et de la Couverture Maladie Universelle, j'ai sillonné, ce mardi 15 octobre 2024, plusieurs

établissements scolaires pour m'assurer de l'ouverture des salles de classe et du bon déroulement des cours.

Le constat est rassurant. En dépit de perturbations observées par endroits, les salles de classe ont été ouvertes sur l'ensemble du territoire et les cours effectifs, avec la grande majorité des enseignants à leurs postes.

J'adresse mes félicitations à l'ensemble des enseignants de Côte d'Ivoire et je les exhorte à toujours privilégier le dialogue, car c'est dans la négociation et le dialogue que les solutions sont trouvées.

Le Gouvernement travaille à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

À l'issue de la visite des établissements scolaires, nous nous sommes rendus au CHU de Treichville.

**CEL. LISTE
ÉLECTORALE,
4^E MANDAT DE
OUATTARA**

**Marche de
protestation
des Ivoiriens
à Washington**

**PERQUISITION
SANS MANDAT**



Le Procureur de la République s'explique

**MAIGRÉ
LES MENACES
DU RÉGIME**

**La grève
des fonctionnaires large-
ment suivie**

**IMMIGRATION
DE 2015-2023**

**Plus de
75000 jeunes
ivoiriens ont
fui le pays**

Le Temps

Quotidien ivoirien: informer, notre devoir

6045 MERCREDI 16 OCTOBRE 2024 PRIX: 300 FCFA

Ça m'interpelle

Marcelin Gnahoua

**MOBILISATION TOTALE
POUR LAURENT GBAGBO !**

Laurent Gbagbo, Sépion-Louveau qui prévient du danger. Arrêté, marié militaire le 11 avril 2011 et déporté en cotiniani le 30 novembre de la même année, à la CPI, avant d'être définitivement réhabilité, avec le soutien des populations ivoiriennes. (...) PAGE 2

Célébration des 3 ans du PPA-CI ce jeudi

Sy Savané (PCO):

«Les jeunes et les femmes à l'honneur»

Les jeudi 17 et vendredi 18 octobre 2024, le PPA-CI va célébrer ses 3 ans d'existence à son siège à Cocody Riviera. Les festivités sont placées sous la présidence du Président Gbagbo, président du PPA-CI.



RÉPRESSION EN CÔTE D'IVOIRE

Soro dit ses vérités au RHDP



**17 OCTOBRE 2021-
17 OCTOBRE 2024**

**Retour sur
la naissance
du PPA-CI**

MALGRÉ LES MENACES DU RÉGIME

La grève des fonctionnaires largement suivie

Depuis quelques semaines, les fonctionnaires des secteurs de l'Éducation et de la Formation, regroupés au sein de l'Intersyndicale du Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (IS-MENA) et de l'Intersyndicale du Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (IS-METFPA), ainsi que les syndicats du Ministère de l'Emploi, de la Protection sociale, et du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, ont annoncé un arrêt de travail de 72 heures à partir du mardi 15 octobre 2024. Face à cette menace, le gouvernement a dénoncé dans un communiqué paru le 14 octobre dernier, le préavis de grève « constitue une violation du protocole d'accord portant trêve sociale pour la période 2022-2027 ». Il ne s'est pas limité à cette dénonciation et a menacé les syndicats en ces termes : « Le recours à la grève obéit à une procédure légale dont le non-respect expose les contrevenants à des sanctions pécuniaires et disciplinaires, sans préjudice de poursuites pénales en cas de violences ou de voies de fait ». Malgré ces menaces, la grève a été largement suivie sur l'ensemble du territoire national, dès le premier jour, selon des sources concordantes. En effet, d'après des informations recueillies à l'intérieur du pays, les établissements ont été fermés à Daloa, Ga-



Dans la ville de Sinfra, l'EPP Sinfra 1, vide

gnoa, Issia, Agboville, Man, Odienné, Touba, Grand-Lahou, Ferké, Bouaké, San-Pedro, Mankono, Katiola, Gagnoa, Ouragahio, Guibéroua, Dignago, Bayota, Oumé, Korhogo, Tiébissou, Tengréla, Botro, Diégonéfla, Agboville, Adzopé, Akoupé, Taabo, Yamoussoukro, Toumodi, Soubre, San-Pedro, Sassandra, Buyo, Grand-Zattry, Saioua, Méagui, Aboisso, Bonoua, Grand-Bassam, Abengourou, Bondoukou, Bouna, Tanda, Guiglo, Duékoué, Bangolo, Man, Toulepleu, Taï, Danané, Sakassou et bien d'autres localités. La grève a également été largement suivie à Abidjan, notamment à Yopougon, Treichville, Marcory, Port-Bouët, Vridi, Cocody, Koumassi, Attécoubé, Abobo et au Plateau, où les établissements préscolaires, primaires et secondaires étaient hermétiquement fermés, tout comme dans le reste du pays. La fer-

meture des écoles dans ces localités concerne les établissements relevant des deux ministères susmentionnés. Selon nos sources, à Abidjan, la majorité des établissements secondaires ont suivi le mot d'ordre de grève à 85 %. Parmi eux, des établissements de renom tels que le Lycée Sainte-Marie de Cocody, le Lycée Classique d'Abidjan, le Lycée Municipal de Yopougon, le Lycée Municipal d'Attécoubé, le Lycée Municipal Simone Ehivet Yopougon, le Lycée Municipal d'Angré, le Collège Moderne du Plateau, le Collège Moderne de Cocody, et le Lycée Moderne de Port-Bouët sont restés fermés. À l'intérieur du pays, tous les établissements des grandes villes ont également fermé. De manière générale, le suivi est estimé à 85 %. Les antennes pédagogiques sont restées fermées tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays. Au

niveau du préscolaire et du primaire, tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays, la majorité des écoles primaires publiques est restée fermée, avec un suivi estimé à 88 % par les organisateurs. Les Inspections de l'Enseignement Primaire (IEP) sur l'ensemble du territoire national sont également restées fermées. Au niveau du préscolaire, la grève a été suivie à 100 % dans des villes comme Man, Guiglo, Divo, Grand-Bassam, San-Pedro, Moossou, Ahoutoué, Daloa, Adzopé, ainsi que dans des institutions comme l'Orphelinat de Bingerville et de Bassam, et les pouponnières d'Adjamé, Yopougon et Bouaké. Pour l'éducation spécialisée, tous les centres prenant en charge les handicapés sensoriels (malvoyants, malentendants) et les enfants en difficultés, tels que les orphelinats et pouponnières, sont restés fermés. Dans le

domaine de l'éducation permanente, tous les Instituts de Formation et d'Éducation Féminine (IFEFF) et les CAFOP (Centres d'Animation et de Formation Pédagogique) ont également suivi la grève. Seul le CAFOP de Daloa est resté ouvert, alors que les 13 autres ont fermé leurs portes. Concernant l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle, de grands établissements comme le Lycée Professionnel de Yopougon, le Lycée Technique de Yopougon, le CETI, le Lycée Professionnel de Jacquelineville, le CPM Bois de Koumassi, le CBCG de Cocody et de Treichville, ainsi que le Lycée Professionnel de Man sont également restés fermés. Dans ce secteur, le suivi est estimé à 80 %. La grève se poursuit ce mercredi 16 octobre. Face à cette situation de blocage, le ministère de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration a convoqué les syndicats à une concertation pour la « première réunion extraordinaire du Comité consultatif de la Fonction publique » ce jeudi 17 octobre 2024, troisième jour de la grève. L'ordre du jour porte sur : « Examen des revendications relatives aux primes ; Adoption de la feuille de route 2024-2025 ; Adoption d'un chronogramme de travail ; Présentation du projet de règlement intérieur ; Divers ».

Ferdinand Bailly



Les revendications de l'IS-MENA et l'IS-METFPA

Les revendications des enseignants regroupés au sein de l'Intersyndicale du ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (IS-MENA) portent sur cinq points essentiels, notamment : L'octroi d'une prime d'incitation pour le personnel du secteur Édu-

cation-Formation; L'institution d'une filière relative à l'administration scolaire avec la création de nouveaux emplois et un profil de carrière; Le reversement des salaires suspendus et ponctionnés de façon démesurée en 2019 et 2020; La revalorisation des

indemnités liées aux examens à grand tirage et leur paiement au plus tard deux semaines après la fermeture des secrétariats d'examens; La promotion des instituteurs adjoints, entre autres points importants.

FB

Les conséquences

La fermeture des écoles dans tout le pays a suscité de vives inquiétudes quant aux répercussions sur le système éducatif. Avec un suivi estimé à 88 % pour le préscolaire et le primaire, et à 85 % pour le secondaire, la paralysie du secteur pourrait entraî-

ner de graves retards dans le déroulement de l'année scolaire. De nombreux parents s'inquiètent pour l'avenir académique de leurs enfants, tandis que les syndicats, eux, mettent en avant la nécessité de conditions de travail décentes pour garantir une édu-

cation de qualité. La grève touche également les institutions spécialisées, telles que les centres pour enfants handicapés sensoriels (malvoyants et malentendants) et les orphelinats.

FB



Une mobilisation nationale malgré les menaces

Malgré ces menaces, le mouvement de grève a rencontré une adhésion massive sur l'ensemble du territoire. Dès le premier jour, des sources concordantes rapportent que des établissements ont été fermés dans la quasi-totalité des régions du pays, aussi bien dans les grandes villes que dans les zones rurales où les villes ont vu leurs écoles préscolaires, primaires et secondaires générales et formations professionnelles fermer complètement. À Abidjan, la capitale économique, toutes les communes ont également été touchées, avec des établissements de renom fermés à plus de 85 %.

L'ampleur de la mobilisation illustre la profondeur du malaise social. Selon plusieurs observateurs, cette grève dépasse les simples revendications salariales. Elle reflète un mécontentement général face à ce qui est perçu comme un manque de considération pour les fonctionnaires, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle. Ces fonctionnaires jouent un rôle central dans le développement du pays, mais estiment que leurs efforts ne sont pas suffisamment reconnus, ni valorisés par le gouvernement.

FB

ECONOMIE & SOCIETE

Alors que le gouvernement ivoirien s'est jusque-là montré disposé à maintenir la dynamique du dialogue avec les partenaires sociaux pour un climat social apaisé, un groupe de syndicats des secteurs de l'éducation nationale, de la santé et de la protection sociale brandissent des menaces de grève. Pour la première journée d'hier mardi 15 octobre 2024, le mouvement n'a pas été suivi. Mais, on en sait un peu plus sur ceux qui tirent les ficelles.

A portrait of a woman with dark hair and glasses, wearing a blue patterned top. She is looking slightly to the left.

efficace aux citoyens, les syndicalistes ont décidé de se laisser manipuler par des mains obscures qui se dévoilent. Un parti de l'opposition



Toutefois la situation demeure sous contrôle. La ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Anne Ouloto, a déploré son illégalité.

Les mains obscures se dévoilent !

Tout en invitant l'ensemble des fonctionnaires de ces secteurs à se désolidariser de ces projets d'arrêt de travail et à assurer la continuité du service public. La ministre d'Etat prévient, par ailleurs, que des poursuites pénales peuvent être engagées contre les contrevenants en cas de violence ou de voie de fait.

AUDREY BONI

Lutte contre l'analphabétisme **Cissé Cheick Sallah nommé ambassadeur**



Le célèbre taekwondoïste ivoirien, Cissé Cheick Sallah, médaillé de bronze lors des Jeux Olympiques de Paris 2024, a été désigné ambassadeur de la lutte contre l'analphabétisme. Cette nomination a été officialisée, le lundi 14 octobre 2024, à l'issue d'une rencontre avec la ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou Koné. Reconnu pour sa carrière excep-

tionnelle, qui compte trois médailles d'or, trois médailles d'argent, et une médaille de bronze, le taekwondo incarne un modèle de persévérance et de réussite pour la jeunesse ivoirienne. En plus de son impressionnant parcours sportif, Cissé Cheick Sallah a récemment publié un ouvrage intitulé "Grands coups. Grand destin", qu'il a présenté à la ministre.

S. D.



Grève dans le public Au 1^{er} jour, service effectif sur le terrain ! *Ouloto invite à privilégier le dialogue



Une délégation du gouvernement était sur le terrain, hier mardi 15 octobre 2024, pour s'assurer de la présence des travailleurs dans les établissements scolaires et sanitaires.

Pour s'assurer que les travailleurs étaient effectivement à leurs postes dans les établissements scolaires et sanitaires, une délégation du gouvernement, compo-

sée de la ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Anne Désirée Ouloto, de la ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou Koné, ainsi que du ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, Pierre Dimba, a effectué une visite de terrain, hier mardi 15 octobre 2024. Objectif, s'assurer de la présence effective des travailleurs, au

premier jour de grève annoncée par des syndicats des secteurs de l'éducation nationale et de la santé. Trois escales ont ponctué cette visite, notamment, le collège moderne de l'autoroute, le groupe scolaire régional (école régionale de Treichville) et le CHU de Treichville. Sur place, les trois ministres se sont rendu compte de l'effectivité du service avec la présence des enseignants dans les écoles et du personnel soignant au CHU de Treichville. Mariatou Koné qui a vu à leurs postes, des responsables de certains syndicats d'enseignants, s'est félicitée de l'attitude de ces fonctionnaires. Ces derniers, bien que réclamant les primes, ont choisi de ne pas faire de grève et de s'inscrire dans le processus de dialogue en cours. Elle a condamné la violence exercée sur les enseignants opposés au mot d'ordre de grève. Au CHU de Treichville, ce fut le même constat. Tout le personnel soignant était présent. Pierre Dimba a félicité ses collaborateurs qui se sont désolidarisés de tout mouvement de

grève.

A l'issue de la visite, la ministre d'Etat Anne Ouloto a salué l'esprit de responsabilité des fonctionnaires qui, dans leur grande majorité, n'ont pas suivi le mot d'ordre de grève lancé par des syndicalistes. Elle a surtout dénoncé le caractère "illégal et irresponsable" de cette grève. Le lieu pour elle de rappeler les bonnes dispositions du président de la République et du gouvernement qui ont toujours accordé un intérêt à l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires. En témoignage, les importantes mesures sociales à eux oc-

troquées après la signature de la deuxième trêve sociale, le 03 août 2022. Avec fermeté, elle a condamné l'attitude des syndicalistes qui ont choisi d'observer cet arrêt de travail, en indiquant que des suites administratives et disciplinaires seront données aux réfractaires. La première réunion du Conseil consultatif de la Fonction publique se tient, demain jeudi 17 octobre 2024, pour tableer sur les préoccupations nouvelles dont la question de la prime.

KARIM BACKO





INTELLIGENCE

Le groupe scolaire Nord d'Abobo a rouvert son second portail

Le Groupe scolaire Nord d'Abobo a rouvert son portail secondaire après plusieurs années de fermeture, une mesure qui avait été prise pour lutter contre l'insécurité au sein de l'établissement.

Arrêt de travail de syndicats de fonctionnaires Une grève illégale qui a fait flop ?

Se basant sur la loi de 1992 encadrant la grève dans la fonction publique en Côte d'Ivoire, des experts interrogés estiment que la grève en cours des enseignants et des fonctionnaires de la santé est illégale.

La grève, débutée mardi 15 octobre 2024 et censée prendre fin jeudi 17 octobre 2024, ne respecte pas la procédure légale, selon des experts du ministère de la Fonction publique. Explications.

| La procédure de grève |

La loi de 1992 encadre précisément la procédure à suivre pour les grèves dans la fonction publique. Elle prévoit d'abord une séance de conciliation au sein de la structure concernée ou auprès du ministère compétent. Si aucun accord n'est trouvé, le ministère de tutelle et le ministère de la Fonction publique doivent être saisis conjointement. En cas d'échec des discussions, un procès-verbal (PV) de non-conciliation est établi, permettant ainsi de porter les revendications au niveau du Premier ministre, chef du gouvernement, qui peut déléguer la gestion des discussions au ministre de la Fonction publique.

Selon les experts consultés, ce n'est qu'après l'échec de toutes ces démarches qu'un préavis de grève peut être émis, sur une période d'au moins six jours ouvrables. Ce préavis doit être transmis avec accusé de réception aux ministères concernés, c'est-à-dire la tutelle et le ministre en charge de la Fonction publique.



blique. D'après les informations recueillies par L'Intelligent d'Abidjan (L'IA), cette procédure n'a pas été respectée, d'où le caractère illégal de la grève, comme l'a rappelé la ministre d'État, ministre de la Fonction publique, Anne Ouloto, dans sa déclaration sur la grève.

| Des revendications déjà connues et en discussion |

Outre son caractère illégal, la grève est jugée inopportune par les mêmes experts. "Il existe deux types de revendications : celles de gouvernance sectorielle, spécifiques à un ministère, et celles d'ordre général et financier qui

concernent l'ensemble des fonctionnaires. Par exemple, des questions comme les concours ou les indemnités de correction à l'éducation nationale peuvent être réglées au niveau ministériel. Les revendications d'ordre général sont désormais traitées par le comité consultatif mis en place le 10 octobre 2024", ont-ils révélé.

La principale revendication de cette grève concerne la prime incitative. À cet effet, l'on apprend que le ministère de la Fonction publique avait déjà entamé des discussions avec les syndicats, notamment lors de rencontres les 27 septembre et 1er octobre 2024. Ces syndicats avaient alors exigé la création du

comité consultatif, ce qui a été fait le 10 octobre 2024. Ils avaient aussi demandé que la question des primes soit priorisée. Le calendrier de discussions établi pour le 17 octobre 2024 montre que cette revendication a bien été prise en compte.

"Nous nous interrogeons donc sur les motivations réelles de cette grève, car elle semble inappropriée, en plus d'être illégale. Le dialogue social a déjà permis d'obtenir des acquis significatifs, et la trêve sociale, qui court jusqu'en 2027, est estimée à 1100 milliards de FCFA. Il y a donc plus d'avancées avec la deuxième trêve sociale qu'avec la première. En plus, ce sont même des adjoints

des signataires du protocole d'accord de trêve sociale qui semblent mener cette grève, ce qui est préoccupant. En général, on appelle à la grève quand il n'y a pas d'ouverture au dialogue, mais ici, le gouvernement est ouvert et invite à la discussion", ont poursuivi les experts et personnes ressources de circonstances.

| La question des primes, une revendication transversale |

Il a été rapporté que la question des primes concerne tous les ministères. En effet, lors de la signature de la deuxième trêve sociale en mai 2022, cette problématique avait déjà été soulevée. Le gouvernement, apprend-on, a accepté le principe d'examiner cette question, ce qui constitue déjà un acquis. Selon nos informations, pour le gouvernement, l'octroi des primes ne peut se faire sans une étude préalable. Car l'un des points d'accord issus de la trêve sociale est la révision de la grille salariale après un audit des salaires dans la fonction publique, en tenant compte des disparités avec les régies financières. Toute cette bonne volonté et cet état d'esprit semblent contrariés par la grève en cours, se désolent les experts interrogés, qui font état d'une

grève qui alourdit l'atmosphère sociale.

"Les syndicats qui ont initié la grève sont sortis du cadre du dialogue social et du comité consultatif. Ils doivent revenir à la table des discussions dans l'esprit de la trêve sociale", ont conseillé les experts.

| Quelles perspectives pour la suite ? |

Alors que le gouvernement reste ouvert à poursuivre le dialogue à travers la réunion du comité consultatif le 17 octobre 2024, le même jour que la fin de la grève, l'échec apparent de la grève entamée mardi 15 octobre 2024 ne peut-il pas pousser les syndicats à se radicaliser face à des discours susceptibles de les stigmatiser ou de les montrer comme des acteurs irresponsables ? La suite des événements dépendra de la stratégie des uns et des autres (gouvernement et grévistes) dans la perspective de cette réunion du 17 octobre 2024, qui pourrait soit marquer un retour durable au dialogue, soit révéler des tensions supplémentaires.

À noter que, même si les syndicats grévistes ne sont pas membres de droit du comité consultatif, ils sont conviés en tant qu'observateurs aux discussions. Affaire à suivre...

Charles Kouassi

Grève lancée par des syndicats de fonctionnaires

Le gouvernement constate le bon fonctionnement des services publics et renouvelle l'appel au dialogue

Présent sur le terrain hier, des ministres ont renouvelé l'appel au dialogue du gouvernement assurant que ce dialogue n'a jamais été rompu.

Une délégation du gouvernement, composée de la Ministre d'État, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée OULOTO, de la Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, Mariétou KONE, ainsi que du Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, Pierre DIMBA, a effectué une visite de terrain pour constater la

présence des travailleurs dans les établissements scolaires et sanitaires. Elle a profité pour relancer l'appel au dialogue, en assurant que celui-ci n'a jamais été rompu.

Trois escales ont marqué cette visite : le Collège Moderne de l'Autoroute, le Groupe Scolaire Régional (École Régionale de Treichville) et le CHU de Treichville. Sur place, les membres du gouvernement ont pu constater la continuité du service avec la présence des enseignants dans les écoles et du personnel soignant au CHU de Treichville.

La Ministre Mariétou KONE

a noté avec satisfaction que des responsables syndicaux étaient à leur poste, malgré leurs revendications concernant la prime. Elle a salué leur choix de ne pas faire grève et de s'inscrire dans le processus de dialogue en cours. Elle a également invité les enseignants grévistes à faire preuve de bon sens et à revenir à la table des négociations, tout en condamnant fermement les violences exercées contre certains enseignants dans des localités de l'intérieur.

Au CHU de Treichville, le même constat a été fait. Le personnel médical était à son poste, comme ont pu le

constater les membres du gouvernement, guidés par le Directeur Général de l'établissement. Le Ministre Pierre DIMBA a salué le sens élevé du service public observé par le personnel médical, félicitant ses collaborateurs qui se sont désolidarisés de tout mouvement de grève et ont continué à soigner les patients.

À l'issue de la visite, Madame la Ministre d'État, Anne OULOTO, a fait le point. Elle a salué l'esprit de responsabilité de la majorité des fonctionnaires qui n'ont pas suivi l'appel à la grève lancé par certains syndicalistes aux motivations suspectes. Elle a

également dénoncé le caractère illégal et irresponsable de cette grève, qu'elle juge injustifiée.

Anne OULOTO a rappelé l'attention particulière accordée par le Président de la République et le gouvernement à l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires, comme en témoignent les importantes mesures sociales à effet financier qui ont été octroyées après la signature de la deuxième trêve sociale le 8 août 2022.

Face à cette situation, la Ministre d'État a annoncé que des sanctions adminis-

tratives et disciplinaires seront prises à l'encontre des instigateurs de cette grève, en raison de la violation des dispositions légales. Elle a exhorté tous les fonctionnaires à se ressaisir et à privilégier le dialogue, seule voie pour obtenir de nouvelles mesures sociales.

Madame Anne OULOTO a par ailleurs annoncé la tenue de la première réunion du Conseil consultatif de la Fonction Publique, le jeudi 17 octobre 2024, où toutes les préoccupations, notamment celles concernant la prime, seront débattues.

CK

Grève des enseignants en Côte d'Ivoire-Bli Blé David : « La grève a été vraiment bien suivie »

Bli Blé David estime que la grève de 72 heures lancée par des enseignants et des organisations syndicales du ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation a été largement suivie à travers le pays, le mardi 15 octobre 2024.

Selon Bli Blé David, porte-parole de l'Intersyndicale du ministère de l'Éducation nationale (Is-Mena), le premier jour de la grève a été vraiment bien suivi sur toute l'étendue du territoire national avec des taux atteignant 100 % dans l'enseignement

technique et près de 96 % dans le secondaire. « Sur toute l'étendue du territoire ivoirien, la grève a été vraiment bien suivie, surtout que c'est le premier jour. On aurait fait les 100 % s'il n'y avait pas quelques zones d'ombre à Abidjan. Au niveau de l'enseignement technique, c'est 100 %. Pratiquement tous les établissements de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage ont fermé. Au niveau de l'enseignement secondaire, on a près de 96%. Même le lycée classique et le lycée Sainte-Marie ont fermé. Au niveau de l'enseignement primaire, on a 87 %. C'est là que nous avons quelques poches de résistance notamment au niveau de Marcory,



Bli Blé David

quelques établissements de Yopougon et Cocody », a-t-il relaté. Pour lui, ce mouvement sera poursuivi jusqu'à la date indiquée, c'est-à-dire, le 17 octobre 2024. Par ailleurs, Bli Blé David a souligné que cette grève est un signal fort que les enseignants lancent aux autorités afin qu'elles prennent la pleine mesure de la situation pour pouvoir apporter les réponses idoines.

Les dessous de la grève des enseignants |

Bli Blé David a indiqué qu'à travers ce mouvement, ils demandent à l'État d'octroyer une prime d'incitation aux personnels enseignants du système éducation-formation,

gnant va payer des documents de recherche, la connexion Internet. Parce qu'aujourd'hui, les élèves qui sont en face de lui sont connectés. Ils ont des appareils, ils font des recherches à travers les logiciels. Malgré nos multiples revendications, nous en avons pris une seule pour faciliter la tâche à l'État ».

| La situation de la grève dans certains établissements d'Abidjan et de l'intérieur |

Au lycée technique de Cocody, où notre équipe s'est rendue, l'arrêt des cours a été constaté. Selon un membre de l'administration, sur environ 180 enseignants, une dizaine seulement s'est présentée, mais ils n'ont pas dispensé de cours. La situation était similaire au lycée moderne Boga Doudou Émile de Lakota. Joint au téléphone, le proviseur Yacouba Koné a indiqué que, sur plus de 60 professeurs prévus, seuls quelques-uns étaient présents. À Issia, Aboisso et dans d'autres villes de l'intérieur, la grève semble avoir également été observée.

Touré Abdoulaye
avec A. Traoré

Bouaké

Certains établissements sous le poids de la grève

De nombreux enseignants de Côte d'Ivoire ont répondu à l'appel à la grève, comme annoncé. À Bouaké, la quasi-totalité des établissements d'enseignement primaire et secondaire publics était désertée par les enseignants. Du lycée moderne TSF au lycée moderne de Nimbo (ex-COB), en passant par le lycée municipal Djibo Soukalo et le lycée moderne et classique 2, les enseignants de ces établissements ont soutenu l'initiative de cette grève, malgré les menaces émises par les autorités. Ces enseignants demeurent déterminés à obtenir leur prime de performance. Pour le proviseur du lycée municipal Djibo Soukalo, la grève est bien effective dans son établissement, comme l'indique son bilan à la mi-journée.

« Oui, malheureusement, le constat que nous faisons ce matin est que la grève est effective. Au lycée municipal Djibo, sur 177 professeurs, seulement un est venu. Sur 24 éducateurs, il n'y en a aucun. Parmi les inspecteurs d'orientation, sur 8, seuls deux se sont présentés. Quant aux inspecteurs d'éducation, il n'y en a que trois. La quasi-totalité a suivi le mot d'ordre de grève. J'ai

tenté de contacter quelques-uns, mais malheureusement, mes appels sont restés sans réponse. Ils ne sont pas venus », a-t-il déclaré.

Selon lui, il suit les instructions de la hiérarchie, à savoir "transmettre la liste de ceux qui ne sont pas au travail". Il a également appelé les enseignants à reprendre les cours pour garantir une éducation de qualité. « Nous leur demandons de reprendre les cours afin de donner une chance aux discussions avec le ministère. Pour assurer une école de qualité, la présence de chacun est essentielle dans les établissements et parmi le personnel d'encadrement », a-t-il ajouté.

Bien que certains établissements privés ainsi que quelques écoles primaires, notamment celles de Gonfreville et Gnankoukro sur la route de l'aéroport, fonctionnaient depuis le matin, la majorité des établissements publics sont restés fidèles au mot d'ordre de cette grève, prévue du 15 au 17 octobre 2024, dont l'objectif s'inscrit dans une démarche de revendication pour l'obtention de la prime de travail.

Nambacéré Joël



Grève des enseignants Une mobilisation massive selon Amani Konan

Amani Konan, Secrétaire général du Syndicat national de l'Office d'aide à la Commercialisation des produits vivriers (SYNA-OCPV), s'est exprimé sur la grève des enseignants dans une déclaration faite par téléphone au quotidien l'Intelligent d'Abidjan. Selon lui, la grève, qui vise à alerter les autorités sur les revendications des enseignants, a été suivie de manière quasi totale à travers le pays, avec un taux de participation avoisinant les 97%.

Amani Konan, Secrétaire général du Syndicat national de l'Office d'aide à la Commercialisation des produits vivriers (SYNA-OCPV), s'est exprimé sur la grève des enseignants. Selon lui, cette mobilisation a été largement suivie à travers tout le pays. « La grève a eu lieu et a été largement suivie. Dans toutes

les antennes et secteurs du pays, le taux de participation est de 100%. Toutefois, si l'on veut faire une moyenne, on peut parler de 97% », a affirmé Amani Konan. Cette grève, d'une durée de 72 heures, a pour objectif d'alerter les autorités sur les revendications du corps enseignant. Amani Konan a précisé que les cours reprendront à l'issue de cette période, soit le vendredi 18 octobre 2024. « C'est une grève d'avertissement », a-t-il conclu. Cette déclaration témoigne d'une mobilisation sans faille des enseignants, déterminés à faire entendre leurs voix. Il faut noter que les revendications des enseignants s'articulent autour de cinq points clés, à savoir : l'octroi d'une prime d'incitation aux personnels du secteur Éducation-Formation,

la création d'une filière spécifique à l'administration scolaire avec de nouveaux postes et un profil de carrière clair, le remboursement des salaires suspendus et prélevés de manière excessive en 2019 et 2020, la revalorisation des indemnités liées aux examens nationaux, avec un paiement au plus tard deux semaines après la clôture des secrétariats d'examens, et la promotion des instituteurs adjoints.

Mamadou Ouattara
avec L. Abdul

Grève des enseignants à Daloa Établissements publics fermés, élèves plongés dans l'incertitude

La grève des enseignants en Côte d'Ivoire, débutée le mercredi 15 octobre 2024, a profondément perturbé le système éducatif public à Daloa. à-t-on constaté sur place au premier jour de cette grève.

Cette mobilisation, qui s'étend du 15 au 17 octobre, s'inscrit dans une démarche de revendication pour l'obtention de leur prime.

Dans les principaux établissements publics de la ville, notamment le Lycée 1, le Lycée 2, le Lycée Antoine Gauz, le Lycée Khalil, le PPU et le Lycée professionnel technique, la grève est suivie à 100 %, selon les témoignages recueillis.

Un enseignant du Lycée 1 a déclaré : « La grève est suivie à 100 % ici. Nous restons solidaires pour faire entendre nos voix. » À l'intérieur des

établissements, les cours sont désertés et les élèves, renvoyés chez eux, demeurent dans l'incertitude.

Une élève en terminale D au Lycée Moderne 1 exprime son inquiétude face à la suspension des cours : « Ce matin, je suis venue pour mon cours de SVT, mais les professeurs étaient absents. Nous devons finir nos programmes, et cette grève risque de perturber notre préparation aux examens. »

De son côté, Soro Bakary, en classe de 1ère D, a partagé son désarroi : « On retourne à la maison. On nous parle de trois jours de grève, mais personne ne sait vraiment si cela prendra fin après ce délai. »

Le mouvement a également touché le Lycée Antoine Gauze de Daloa, où, selon le proviseur, seulement un en-

seignant sur 38 a dispensé un cours durant la première heure de la journée.

Ce taux de participation massif confirme l'adhésion des enseignants aux revendications.

Un représentant syndical a exprimé sa satisfaction : « Nous sommes au Lycée Moderne 2 de Daloa pour faire le piquet de grève, et la mobilisation est un succès. »

Malgré la fermeture des établissements publics, certaines structures privées et le Centre de protection de la petite enfance de Daloa continuent de fonctionner normalement.

Cependant, la majorité des élèves du public se retrouvent désemparés, craignant que cette interruption prolongée ne compromette leur année scolaire.

Bekér Yao



**PRÉTENDU ARRÊT DE TRAVAIL
DANS LES SERVICES PUBLICS**



La grève est un échec

- > ECOLES ET HÔPITAUX FONCTIONNENT NORMALEMENT
- > LES ENSEIGNANTS ET LE PERSONNEL MÉDICAL SONT À LEURS POSTES
- > LE GOUVERNEMENT OPTÉ POUR LA FERMETÉ FACE AUX FAUTEURS DE TROUBLES

**ÉLIMINATOIRES
CAN 2025**

**Les Éléphants
chutent face à
la Sierra Leone**



Prétendu arrêt de travail dans les services publics

La grève est un échec

- Ecoles et hôpitaux fonctionnent normalement
- Les enseignants et le personnel médical sont à leurs postes
- Le gouvernement opte pour la fermeté face aux fauteurs de troubles



Les membres du gouvernement se sont imprégnés du bon déroulement des cours dans les établissements scolaires.



Au CHU de Treichville, ce fut le même constat : le personnel soignant était présent.



Une délégation du Gouvernement, composée du Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée OULOTO, du Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou KONE ainsi que du Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, DIMBA Pierre, a effectué une visite de terrain pour s'acquiescer de la présence des travailleurs dans les Etablissements Scolaires et Sanitaires. Trois (03) escales ont ponctué cette visite, notamment le Collège Moderne de l'autoroute, le Groupe Scolaire Régional (Ecole Régionale de Treichville) et le CHU de Treichville. Sur place, les trois membres du gouvernement se sont rendus compte de l'effectivité du Service avec la présence des enseignants dans les écoles et du personnel soignant au CHU de Treichville. Le Ministre Mariatou qui a vu à leur poste des responsables de certains syndicats d'enseignants s'est félicitée de l'attitude de ces fonctionnaires qui, bien que réclamant la prime, ont choisi de ne pas faire de

grève et de s'inscrire dans le processus de dialogue qui a cours en ce moment. Une occasion pour inviter les enseignants grévistes au bon sens et revenir à la table du dialogue qui n'a jamais été fermée, non sans condamner la violence exercée sur les enseignants qui faisaient cours dans certaines localités de l'intérieur. Au CHU de Treichville, ce fut le même constat. Tout le personnel médical était présent comme ont pu l'apprécier les membres du gouvernement, sous la visite guidée du Directeur Général de l'établissement. Le Ministre DIMBA Pierre s'est félicité du sens très élevé du service public en milieu sanitaire observé par le personnel. Il a félicité ses collaborateurs qui se sont désolidarisés de tout mouvement de grève et qui ont continué à administrer les soins aux malades. A l'issue de la visite, il est revenu à Madame le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction Publique de faire un point. Anne Ouloto a salué l'esprit de responsabilité des fonctionnaires dans leur grande majorité qui n'ont pas suivi le mot d'ordre de grève lancé par certains syndicalistes, mus par

des agendas cachés. Elle a surtout dénoncé le caractère illégal et irresponsable de cette grève que rien ne justifie. Anne OULOTO a saisi l'occasion pour rappeler les bonnes dispositions du Président de la République et du Gouvernement qui ont toujours accordé un intérêt à l'amélioration des conditions de vie des Fonctionnaires. En témoignent, les importantes mesures sociales à effet financiers à eux

octroyées après la signature de la deuxième trêve sociale le 08 août 2022. C'est pourquoi, elle a opté pour une grande fermeté face à l'attitude des syndicalistes qui ont choisi d'observer cet arrêt de travail, en indiquant que des suites administratives et disciplinaires seront données à cette grève qui survient en totale violation des dispositions en la matière. Elle invite, en cela, les uns et les autres à se ressaisir et à

s'inscrire dans le processus de dialogue qui reste la seule alternative pour réclamer de nouvelles mesures sociales. Madame le Ministre d'Etat a d'ailleurs annoncé la tenue de la première réunion du Conseil consultatif de la Fonction Publique le jeudi 17 octobre 2024 où toutes les préoccupations nouvelles surtout celles concernant la prime seront débattues.

FRANCK K. avec SERCOM



Le personnel soignant heureux d'échanger avec les membres du gouvernement.



GRÈVE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE, LA SANTÉ ET LES AFFAIRES SOCIALES

Des sources ministérielles se prononcent sur ce qui s'est passé, hier « De façon globale, il y a volonté manifeste de maintenir le service public »

Une réunion du Comité consultatif de la Fonction publique prévue demain jeudi

L'Intersyndicale des syndicats du ministère de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation" (Is-Mena) et des syndicats des secteurs de la Santé et des Affaires sociales ont entamé, hier mardi 15 octobre 2024, une grève de 3 jours qui s'achèvera demain jeudi 17 octobre.

Selon des sources proches des ministères concernés par cette grève, notamment le ministère d'État, ministère de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration ; le ministère de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation ; et le ministère de la Santé, de l'hygiène publique et de la couverture maladie universelle, cette grève « n'a pas atteint les résultats escomptés », nonobstant quelques tensions constatées dans quelques établissements du secondaire à Abidjan et à l'intérieur du pays. Notamment dans les Lycées municipaux de Koumassi, de Port-Bouët et de Divo. En attendant un point complet attendu du gouvernement, nos sources ont relevé que des enseignants ont été menacés par les grévistes qui ont délogé les élèves dans des établissements. « Mais dans l'ensemble, les Forces de l'ordre étaient présentes partout pour assurer la sécurité », ont-elles fait savoir.

Le constat général pour nos interlocuteurs, est que « de façon globale, il y a une volonté manifeste des enseignants et des agents de santé de maintenir le service public ».

Sur l'action menée par les syndicats, ils ont estimé que leur grève est illégale, parce que n'ayant pas respecté la procédure. « Le ministère d'État, ministère de la Fonction publique et de la modernisation n'en a pas été informé », affirment-ils, avant de préciser que malgré cela, la ministre d'État s'est dite disposée à engager le dialogue avec les grévistes. Mieux, elle a accédé à leur do-

léance de voir placer en première position de leurs revendications, la question de l'octroi d'une prime trimestrielle aux enseignants et agents de la santé. Pour nos sources, si les grévistes tiennent à obtenir une prime trimestrielle, point n'est besoin d'aller à la grève, dans la mesure où cette question peut être débattu dans le cadre du dialogue social, comme cela a été pour plusieurs revendications qui ont abouti avec les négociations menées suite à la trêve sociale ; Une trêve qui a engendré des acquis de plus de 1200 milliards de F Cfa en 2022.

Aux dires de nos interlocuteurs, avec cette grève, les syndicats violent la trêve sociale.

Pourtant, ont-ils fait remarquer, les enseignants qui réclament aujourd'hui une prime trimestrielle ont un statut particulier qui fait qu'ils sont mieux payés par rapports à ceux de plusieurs pays en Afrique. À les écouter, les primes trimestrielles sont généralement données aux agents des administrations qui produisent des recettes de service, telles les régies.

Et de s'interroger sur le mobile réel de cette grève alors qu'un Comité consultatif de la Fonction publique a été mis sur pied le 10 octobre dernier pour résoudre la question, et qui d'ailleurs, se réunira demain jeudi 17 octobre, pour la première fois.

Nos sources se disent peinées de voir un tel agissement, quand on sait que le président de la République, Alassane Ouattara, a fait beaucoup d'efforts, surtout pour les enseignants. Et de citer, entre autres, l'apurement des stocks d'arriérés de salaires, la revalorisation indiciaire, le déblocage des salaires bloqués pendant 20 ans, à hauteur de 250 milliards de F Cfa. Des mesures liées à la trêve sociale.

BAMBA Idrissa

GRÈVE DES ENSEIGNANTS DU PUBLIC

Abidjan : Les forces de l'ordre bien armées descendent dans des établissements

Des cargos entiers du Groupement mobile d'intervention (Gmi), de la 2^e Compagnie républicaine de sécurité (Crs 2) et des gendarmes ont fait des descentes dans des établissements à Abidjan, le mardi 15 octobre 2024, dans la matinée.

Ce, en raison de la grève de 72 heures entamée, ce mardi, pour réclamer des primes d'incitation, à l'appel de l'Intersyndicale des syndicats du Ministère de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation (Is-Mena): la Cepensci de Bli Blé ; le CseIdci d'Akaffou Pierre ; la Cosefci d'Achi Edoukou ; l'Esefci de Arnaud Kouadio Boka ; la Fefrci de Zondé Zoko Stéphane ; la Fesappci de Kaba Sory ; la Mesef-Sr d'Achi Béché Tous-saint ; la Pfef de Kla Alain Charles ; et le Synesci d'Ekoun Kouassi.

Autour de 10 h 30, à Port-Bouët, les élèves du Collège moderne André Latrille, en face du camp des Forces françaises en Côte d'Ivoire (Ffci, ex-43^e Bima), sortent par groupe de l'établissement où sont postées des forces de l'ordre.

« Nous étions en classe, nous n'avons pas eu cours depuis le matin. Un enseignant est venu nous demander de rentrer chez nous », nous apprend une élève de 5^e qui, d'ailleurs, nous sollicite pour joindre ses parents.



Des forces de l'ordre étaient présentes. (Ph. DR)

À côté, se dresse le Lycée moderne de Port-Bouët. Ici, un patchwork de cargos de policiers et de gendarmes impressionne. Armes au poing, même à l'intérieur de l'établissement, ils veillent au grain. Les élèves sont nombreux à sortir par la petite sortie, à l'angle du Lycée où sont les forces de l'ordre.

Ils n'ont pas eu cours depuis 7 h 30. Même situation au Lycée municipal de Port-Bouët, à Gonzagueville, « On était en classe et on nous a dit

d'aller chez nous », nous fait savoir une élève de 5^e.

Sur la porte fermée du bureau des enseignants, ceux-ci ont laissé un mot révélateur du malaise : « c'est gâté ».

Des policiers, dans un pick-up, attendent devant l'établissement, sans compter ceux à l'intérieur.

Aux Lycées municipaux de Koumassi 1 et 2, qui sont dans la même enceinte, les cours ne se sont pas également déroulés, dans la matinée.

Vers 11 h, ils sont dans la rue comme si une marche est organisée, pendant que des forces de l'ordre sont assis devant l'enceinte. Il convient de souligner que dans le

Primaire public, les élèves étaient en classe. Seulement, il était difficile de savoir si les enseignants faisaient cours.

Dominique FADEGNON

•Dabou : Etablissements primaires et secondaires paralysés

La grève déclenchée par l'Intersyndicale de l'Education nationale a été largement suivie par l'ensemble des agents à Dabou, notamment les enseignants, les éducateurs et autres Inspecteurs de l'orientation et de l'enseignement secondaire. Dans les différents établissements primaires et secondaires publics où nous sommes passés, à savoir les Lycées Leboutou, Akpa Gnagne, Tiapani Dominique et Bessio, les personnels enseignants et les éducateurs avaient tous décroché. À notre passage, ce sont des groupes d'élèves que nous avons surpris. Un fait notable, ces enseignants grévistes se sont retrouvés dans les salles de professeur mais personne n'a rejoint les salles de classe. *« C'est une question de responsabilité parce qu'il s'agit des primes pour lesquelles nous avons déposé un préavis. Mais aucune suite favorable n'a été donnée. La conséquence de ce refus, c'est la grève »,* a signifié un responsable local de syndicat d'enseignants rencontré à 10 h au Lycée Tiapani.

Au niveau des écoles primaires, le décor était identique. Il n'y a pas eu cours ce mardi 15 octobre. Mais un tour effectué à l'hôpital général nous a permis de constater que les personnels de santé n'ont pas observé la grève. Tous les services ont



Le Lycée Leboutou à notre passage. (Ph. H.N.)

fonctionné normalement.

En somme, la grève a été suivie presque à 100 % dans les établissements primaires et secondaires publics.

Mais, elle n'a pas été effective dans établissements sanitaires.

Les forces de police ont sillonné les différents établissements pour s'assurer de la sécurité dans les établissements. Aucun incident n'a été déclaré.

Norbert NKAKA
(Correspondant régional)



● District de Sassandra : Les classes vides

Bilan mitigé au Primaire

Au premier jour du mouvement de grève initié par une Coalition de plusieurs syndicats du secteur Education-Formation, les classes dans le secondaire public sont restées désespérément vides dans le District du Bas-Sassandra. De Fresco à Tabou en passant par Sassandra, San Pedro, Grand-Béréby et Gabiadjé, dès 9 h, la totalité des lycées et collèges publics de ces localités et villes s'était vidée des rares professeurs qui étaient venus faire cours mais qui ont dû jeter l'éponge dans un environnement où ils se sentaient largement minoritaires.

Quant aux élèves, peu se sont rendus au cours ; donnant l'impression de soutenir leurs formateurs dans leurs revendications financières.

Au niveau de l'enseignement primaire, par contre, le bilan de cette première journée semble mitigé. En effet, plusieurs établissements de la ville de San Pedro, à l'instar du Groupe scolaire Cité, ont fonctionné correctement avec la présence d'élèves et d'enseignants dans les classes, tandis qu'au Groupe scolaire Lac, les cours n'ont pas eu lieu dans certaines écoles. Tôt le matin, des véhicules de la police et de la gendarmerie étaient positionnés devant certains de ces établissements, comme le Lycée moderne Inagohi de San Pedro. Mais l'on n'a dénombré aucune arrestation, ni acte de violence.

Des responsables syndicaux, sous le couvert de l'anonymat, ont tout de même marqué leur satisfaction, au regard de ce qu'il considère comme une réussite totale dans l'enseignement secondaire. « Ce que vous constatez dans l'enseignement primaire n'est rien d'autre que l'expression de la peur, suite aux menaces brandies par les autorités. Sinon nous savons tous qu'ils sont avec nous, et les autorités elles-mêmes le savent aussi. Nous travaillerons à ce que mercredi et jeudi, ceux d'entre eux qui sont encore réticents rejoignent la lutte », a déclaré l'un de ces responsables syndicaux.

Nerou KOUADIO
(Correspondant régional)



● Alépé : Des professeurs arrêtent les cours ; des instituteurs en classe

A l'appel de l'Intersyndicale du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation, de nombreux professeurs des établissements secondaires publics du département d'Alépé ont observé un arrêt de travail, le mardi 15 octobre 2024, et, entendent le poursuivre jusqu'au jeudi 17 octobre 2024 prévu pour la fin de ce débrayage.

Au lycée moderne d'Alépé, vers 10 h, lors de notre passage, la cour était déserte. Presque tous les professeurs qui avaient cours cette matinée étaient dans la salle des professeurs. Les élèves ont dû regagner la maison. Ici, seulement 2 ou 3 professeurs dispensaient les cours.

Au Lycée moderne de Danguira, à environ 50 km d'Alépé, selon des sources jointes sur place, sur 9 professeurs que compte cet établissement secondaire public, 6 ont suivi à la lettre le mot d'ordre de grève.

Au lycée Yapo Ahouchi dit Pergaud de Montézo, à 8 km d'Alépé, les enseignants, tout comme leurs collègues d'Alépé et de Danguira, étaient dans la danse. « Nous sommes contents de cette forte mobilisation de nos collègues », s'est réjoui un professeur de ce lycée.

Dans les Ecoles primaires publiques (Epp) de l'Inspection de l'enseignement préscolaire et primaire (lepp) d'Alépé, ce mot d'ordre n'a pas été respecté. Les tout-petits présents ont donc reçu l'enseignement selon leur emploi du temps du jour. « Notre syndicat, le Mouvement des instituteurs pour la défense de leurs droits, Midd n'est pas signataire du mot d'ordre de grève. Je suis donc à mon poste », a confié un instituteur qui a souhaité garder l'anonymat.

Rappelons que ce mot d'ordre de grève de 72 heures a été lancé par des syndicats de l'Education nationale et de l'alphabétisation, de la santé et des affaires sociales, pour réclamer une "Prime trimestrielle d'incitation", comme dans de nombreux autres ministères.

BONI Vaugelas
(Correspondant régional)

GRÈVES DES ENSEIGNANTS ET DES AGENTS DE SANTÉ

Les ministres Mariatou Koné, Pierre Dimba et Anne Ouloto sur le terrain

La ministre de l'Education nationale et de l'alphabétisation, Mariatou Koné ; le ministre de la Santé, de l'hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, Pierre Dimba ; et la Ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration, Anne Désirée Ouloto, ont mené une visite dans des écoles primaires et secondaires d'Abidjan et au Centre universitaire hospitalier (Chu) de Treichville, le mardi 15 octobre 2024, pour s'assurer de l'effectivité des activités des enseignants et agents de santé.

Une visite qui fait suite à l'annonce d'une grève dans les secteurs de la santé et de l'Education nationale, pour réclamer une prime trimestrielle à l'Etat.

Cette visite a eu pour point de départ le Collège moderne autoroute de Treichville. Puis le cortège de ministres s'est rendu au Groupe scolaire régionale situé dans la même commune, avant de finir au Chu de Treichville.

Les membres du gouvernement ont pu observer le bon déroulement des cours avec des élèves, instituteurs, professeurs et agents de santé, heureux de les recevoir.

Pour Mariatou Koné, c'est une satisfaction de voir l'effectivité des cours dans les établissements. Elle a félicité les enseignants qui ne se sont pas prêtés au mouvement de grève et qui ont accepté de remplir



Plusieurs membres du gouvernement ont pu observer le bon déroulement des cours (Ph. DR)

leur devoir professionnel en faisant preuve de « responsabilité », comme le demande le thème de l'année scolaire 2024-2025. « Je voudrais féliciter l'ensemble des enseignants de Côte d'Ivoire qui ont compris que c'est seulement dans la négociation et dans le dialogue, que des choses peuvent être obtenues. La prime, la réversion, toutes les revendications peuvent se faire mais dans le cadre du dialogue qui

est mis place, aussi bien par le ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation, que par le ministère d'Etat, ministère de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration », a-t-elle expliqué.

Cependant, elle a déploré les perturbations de cours observés dans des villes de l'intérieur de la Côte d'Ivoire. Mariatou Koné a invité les grévistes à reprendre le chemin de

l'école et à favoriser le dialogue qui reste toujours ouvert, selon elle.

« J'ouvre mes bras aux quelques enseignants qui ont choisi le chemin de la grève. Je réitère que la voie du dialogue est ouverte, la porte du dialogue est ouverte, la porte de la discussion est ouverte. C'est quand les portes sont fermées qu'on parle de grève. Mais les portes du dialogue sont ouvertes, quel est le problème ? S'il n'y a pas d'agenda caché, que c'est vraiment pour les primes que chacun est en train de se débattre, alors allons à la table de négociation », a-t-elle invité.

La satisfaction est d'autant plus grande pour le ministre Pierre Dimba qui, après sa visite du Chu de Treichville, a déduit que les agents de la santé continuent de croire en la promesse de l'Etat de trouver un compromis afin de satisfaire leur demande. « Je suis heureux de savoir que partout en Côte d'Ivoire, nos agents sont à la tâche et s'occupent des patients qui arrivent. Nous voulons louer l'esprit de responsabilité et citoyen de nos agents qui ont compris que pour aller vers des solutions, il faut accepter de s'asseoir et discuter », s'est exprimé le ministre de la Santé, de l'hygiène publique

et de la Couverture maladie universelle.

Même sentiment pour la ministre d'Etat Anne Ouloto, qui a salué l'esprit citoyen des agents et enseignants en service. « Je suis fière de constater que la Côte d'Ivoire est au travail, je suis fière qu'il y a en Côte d'Ivoire des citoyens, fonctionnaires et agents de l'Etat, qui sont responsables et qui comprennent le sens de servir l'administration publique et d'exécuter le service public. L'éducation de nos enfants, la santé de nos enfants sont des droits fondamentaux. On ne saurait permettre que l'on mette en péril l'éducation de nos enfants, on ne saurait permettre que nos parents, nos citoyens, en détresse parce que malades ou victimes d'accidents, ne soient pas pris en charge », a-t-elle indiqué, tout en soulignant que des sanctions seront prises contre les grévistes qui ont occasionné l'arrêt des cours. Pour ce qui est des revendications, elle a annoncé une réunion les prochains jours avec son équipe. De ce fait, elle a invité les associations syndicales à monter un dossier concernant leurs revendications, en vue de leur analyse.

Yann AFFO



• Bouaké : Le mouvement suivi, des contrôles effectués

Les établissements publics, lycées et collèges de Bouaké, capitale de la région de Gbêkè, étaient totalement vides, le mardi 15 octobre 2024. En lieu et place des élèves et enseignants, de nombreux éléments des forces de l'ordre étaient postés dans les différents établissements scolaires de la ville. Lancée la semaine dernière, le moins que l'on puisse dire, c'est que la grève des différents syndicats de l'Éducation nationale a trouvé une oreille attentive au niveau des enseignants. Du Lycée moderne 2 au Lycée Djibo Soukalo, en passant par le Lycée Nimbo, les enseignants ont brillé de par leur absence.

Les apprenants, présents dans les établissements, ont dû regagner leurs domiciles, faute de professeurs.

Cette grève des enseignants a été fortement suivie et constatée à Bouaké, deuxième grande ville du pays.

Rencontrés, plusieurs enseignants, qui ont requis l'anonymat, ont déclaré être prêts à aller jusqu'au bout. « Prenez un simple agent des Impôts ou du Trésor recruté avec un niveau Bac. Il bénéficie régulière-

ment de prime trimestrielle sous le prétexte qu'il mobilise des fonds. Chacun choisit son emploi pour servir l'Etat. Et nous enseignants, qui formons tous ces gens, sommes laissés pour compte. Trop, c'est trop ! Nos différents syndicats ont posé nos revendications, nous attendons donc qu'une suite favorable soit donnée. Le cas échéant, cette grève sera reconduite », a tempêté F.R., professeur de Sciences physiques. Rencontré à son bureau, le Proviseur du Lycée municipal Djibo Soukalo, Ouattara Bakary, a fait le point de la situation dans son établissement. « Malheureusement, le constat qu'on fait ce matin, c'est que la grève est effective au Lycée municipal Djibo Soukalo. Sur un effectif de 117 enseignants, même si eux tous n'ont pas cours ce matin, seul un seul enseignant est venu faire cours. J'ai dû demander qu'on fasse quelques images du professeur qui est présent, qui fait cours. Au niveau des éducateurs, sur un total de 24, il y a 0 présent. Quant aux Inspecteurs d'orientation, sur 8, il n'y en a que 2 présents. Presque la quasi-totalité est absente. J'ai essayé d'appeler quelques-uns mais,

malheureusement, ils n'ont pas décroché mes appels », a déploré le responsable de l'un des plus grands établissements secondaires de Côte d'Ivoire.

Poursuivant, il n'a pas manqué de souligner que la hiérarchie est passée pour effectuer des contrôles. « La hiérarchie nous a instruit de transmettre la liste de ceux qui ne sont pas au travail. Il y a aussi la Fonction publique qui est venue effectuer un contrôle inopiné. Donc ils sont partis avec la liste. Il y a les forces de l'ordre, dont la police et la gendarmerie, qui sont présentes pour assurer la sécurité de tout le monde », a-t-il rassuré.

Ouattara Bakary a lancé un appel à l'endroit des enseignants. « Je demande à tous les enseignants de revenir à l'école pour encadrer nos élèves si nous voulons une école de qualité. Nous leur demandons de négocier avec la hiérarchie, sans toutefois sécher les cours », a-t-il conseillé.

À noter que cette grève est prévue du mardi 15 au jeudi 17 octobre 2024.

Ladji Abou SANOGO
(Correspondant régional)



● Sud-Comoé : pas d'enseignement à Grand-Bassam et Aboisso

Mouvement non suivi au primaire public à Adiaké

Le mot d'ordre de grève lancé par la Coalition des syndicats dénommée "Intersyndicale des syndicats du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation" (Is-Mena) est entré dans son application sur le terrain. Ce mardi 15 octobre 2024, la quasi-totalité des établissements secondaires était fermée.

Dès les premières heures, les enseignements n'ont pas été dispensés. Les forces de l'ordre ont sillonné les établissements aux fins de parer à toute éventualité. Au primaire dans des localités, les classes sont restées closes. On note que les Ecoles primaires publiques (Epp) de la commune d'Adiaké n'ont pas suivi l'arrêt de travail.

Gonflés à bloc, les grévistes, galvanisés par le succès de la première journée, comptent aller au bout de leur logique pour réclamer essentiellement le paiement d'une prime trimestrielle et le reversement des ponctions salariales de 2018 à 2020.

DOUH Stéphane
(Correspond régional)



●Divo : Des lycées et Ecoles primaires publiques paralysés

La grève lancée par des syndicats de l'Education nationale pour revendiquer des primes trimestrielles a été suivie à Divo. En effet, ce mardi 15 octobre 2024, premier jour de cette grève qui prendra fin, ce jeudi 17 octobre 2024, les Lycées modernes 1, 2 et 3 de Divo ont été complètement paralysés.

Il en était de même pour certaines Ecoles primaires publiques (Epp). Les élèves, partis tôt le matin dans leurs différents établissements scolaires, ont été contraints de retourner à la maison, faute d'enseignants.

Selon nos sources, les enseignants des Lycées de Lakota et Hiré ont également suivi le mot d'ordre de grève lancé par leurs différents syndicats.

Soumaïla BAKAYOKO
(Correspondant régional)

GRÈVE DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Des syndicats de l'Internationale de l'Education dénoncent la répression



David Bli Blé (au centre) est le porte-parole des grévistes. (Ph. Dr)

Des syndicats initiateurs de la grève de 72 heures, qui a démarré le mardi 15 octobre 2024 pour l'octroi de primes d'incitation, membres de l'Internationale de l'éducation (Ie), dans un document publié sur la page Facebook ce même mardi, dénoncent une répression syndicale.

A les en croire, « des missions de menace, de mutation abusive, de suspension, de relèvement de fonction et de privation de certains services aux enseignants, Directeurs d'école, Inspecteurs de l'enseignement primaire et préscolaire et aux chefs d'établissement » ont été envoyées sur tout le territoire national.

D'où leur vive protestation contre ces méthodes qu'ils jugent « inacceptables et dignes d'un autre âge ».

« La Côte d'Ivoire est un État de droit où la liberté d'expression et d'association est garantie. Le droit de grève est un droit constitutionnel, réaffirmé par les lois relatives au statut général de la Fonction publique et au code du travail, ainsi que par les Conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail sur la liberté syndicale et la négociation collective, ratifiées par la

Côte d'Ivoire », relèvent-ils.

David Bli Blé, porte-parole des organisations syndicales et Secrétaire général (Sg) de la Centrale professionnelle de l'enseignement Côte d'Ivoire (Cepen-CI), une organisation membre de l'Ie, a souligné que le protocole d'accord portant trêve sociale ne saurait abroger toutes les dispositions conventionnelles et légales de droit à la liberté syndicale.

« Nous demandons donc à nos autorités de cesser de traquer et de menacer nos camarades, enseignants et autres fonctionnaires », lance-t-il, avant de noter que l'IE demande également la cessation immédiate de la répression, pour faire place à un dialogue constructif et des actions concrètes pour améliorer les conditions de travail des personnels concernés en Côte d'Ivoire.

Et de rappeler qu'à la suite d'Assemblées générales syndicales, les syndicats ivoiriens ont appelé à un arrêt de travail de trois jours, les mardi 15, mercredi 16 et jeudi 17 octobre 2024.

« Cette décision vise à dénoncer le dialogue peu constructif et improductif qui perdure depuis près de

deux ans entre les syndicats et les autorités publiques.

Lors d'une conférence de presse tenue dans la capitale économique Abidjan, le 12 octobre 2024, les syndicats ont exigé un véritable cadre de discussion constructif, avec des résultats concrets pour satisfaire leurs revendications prioritaires, parmi lesquelles se trouve l'octroi de primes trimestrielles conséquentes aux personnels des secteurs de l'éducation, de la formation, de la santé, de l'emploi et des affaires sociales.

Les syndicats ont été reçus par le Comité de dialogue social de la Fonction publique et par la ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration, Anne Ouloto. Cependant, le cadre proposé, à savoir le Comité consultatif de la Fonction publique, n'a pas rassuré les syndicats en raison de la densité des sujets à l'ordre du jour et de l'absence d'échéancier », argumentent les syndicats.

Notons que l'Ie compte 383 organisations de 172 pays.

Dominique FADEGNON

GUEMON

Des élèves désertent les établissements

L'appel à la grève lancé par plusieurs syndicats de l'Education nationale et de la formation professionnelle a été suivi, mardi 15 octobre 2024, dans la région du Guémon, comprenant les départements de Kouibly, Facobly, Bangolo et Duékoué, chef-lieu de région.

Ce mardi, le travail était à l'arrêt dans les Ecoles primaires publiques (Epp) et secondaires de cette région. Au Lycée moderne de Bangolo, il n'y avait aucun enseignant dans les salles. Aux alentours de 9h, les élèves ont déserté cet établissement.

A Duékoué, à notre passage, un véhicule de la police nationale était garé juste à l'entrée de cette école. Quelques policiers étaient en faction dans l'enceinte de ce lycée. Aucun professeur n'était visible. Des élèves, dans des tenues de l'école, jouaient au basket-ball.

Même son de cloche à Kouibly et Fa-



Le Lycée moderne de Duékoué était vide de ses élèves après 9h.

(Ph. J.B.)

cobly où, selon nos sources, des élèves, ayant constaté l'absence des enseignants, sont retournés tranquillement chez eux.

« On nous a dit que la grève va faire trois jours, donc nous partons à la maison pour revenir le vendredi », a expliqué A. Blaise, un élève de troisième, rencontré au Lycée moderne

de Duékoué.

Depuis quelques jours, plusieurs syndicats de l'Education/Formation ont lancé un appel à la grève pour, disent-ils, revendiquer des primes trimestrielles.

Ibrahim BAKOULE
(Correspondant régional)



TIASSALÉ ET N'DOUCI

Des établissements scolaires paralysés

Le secteur Education-Formation à Tiassalé et N'Douci était en proie, mardi 15 octobre 2024, à une importante grève de 72 heures des enseignants. Ce mouvement de protestation, initié par des faïtières syndicales, du mardi 15 au jeudi 17 octobre 2024, a perturbé gravement les cours dans les établissements primaires et secondaires publics de ces deux localités.

Les enseignants grévistes ont plusieurs revendications, parmi lesquelles figure en première ligne, le paiement d'une prime trimestrielle d'incitation.

Selon les enseignants, cette revendication de paiement de prime incitative est restée sans suite depuis quelques semaines après la rentrée scolaire 2024-2025. Dans les écoles, l'absence des enseignants est palpable, et les élèves, livrés à eux-mêmes, se retrouvent dans l'incertitude quant à la reprise des cours qui, probablement, sera effective le vendredi 18 octobre 2024, à la fin de la grève de 72 heures, selon le mot d'ordre lancé.

Pour l'heure, des parents d'élèves et les élèves sont dans l'attente d'une résolution rapide de cette crise dans le secteur de Education-Formation.

Raphaël ZOHOURI
(Correspondant régional)



GOHITAFLA

Un Inspecteur avertit les grévistes

La grève de trois (3) jours (15, 16 et 17 octobre 2024) annoncée par les faïtières syndicales de l'Education nationale et de l'alphabétisation, de la Santé et des Affaires sociales, est entrée dans sa phase active, le mardi 15 octobre 2024, à Gohitafla. L'ensemble des professeurs des établissements secondaires de Gohitafla ont déserté les salles de classe.

Il en était de même dans des Écoles primaires et publiques (Epp) du centre-ville. Cependant, quelques instituteurs inculquaient le savoir aux élèves.

Nous avons trouvé Julien N'Guessan, l'Inspecteur de l'enseignement pré-scolaire et primaire (Iepp) du département de Gohitafla dans un Groupe scolaire, notamment Centre 1 et 2, en plein coaching avec ses instituteurs. « Ne vous laissez pas gagner par les mauvaises pensées. Nous aurons les primes trimestrielles, le gouvernement y travaille. Celui qui sera pris en train de déloger des élèves et instituteurs, subira la rigueur de la loi », les a-t-il prévenus.

Soulignons que les enseignants sont en grève pour exiger l'octroi de primes trimestrielles.

Quant au volet sanitaire, le Centre de santé urbain (Csu) de Gohitafla, dirigé par le médecin-chef Guy Oya, a enregistré la présence de la sage-femme et de l'infirmier de permanence. « Mes agents sont présents à leurs postes », nous a-t-il fait savoir.

"Sayons des citoyens responsables pour une école de qualité" est le thème de cette année scolaire 2024-2025.

Narcisse KOFFI
(Correspondant régional)



BAYOTA, OURAGAHIO ET SINFRA

La grève suivie

La grève du secteur Education-Formation, annoncée pour les mardi 15, mercredi 16 et jeudi 17 octobre 2024, est entrée dans sa phase d'exécution, le mardi 15 octobre. Ainsi, de Ouragahio à Sinfra en passant par Bayota, les établissements du secondaire étaient ouverts ce mardi 15 octobre avec quelques enseignants à leurs postes, mais les élèves ont été sommés de retourner à la maison parce qu'il y a grève.

Dans les hôpitaux publics, les médecins et les infirmiers ont fait des points contradictoires. Des médecins ont affirmé qu'il n'y a pas de problème.

Quant aux infirmiers, ils ont soutenu que le service minimum était assuré.

Au niveau du Primaire, les salles de classe ont été ouvertes et les cours avaient effectivement débuté, quand soudainement, sous le coup de 11 h pour certaines écoles, des grévistes ont débarqué dans les établissements pour déloger les apprenants.

Douayéré TRAZIE
(Correspondant régional)



AGENCE IVOIRIENNE DE PRESSE

Leader de l'information de proximité





SOCIÉTÉ / Côte d'Ivoire : le mot d'ordre de grève des enseignants partiellement suivi à Abidjan. Publié le mardi 15 octobre 2024 | Abidjan.net



© ABIDJAN.NET PAR SERGES T

EXAMEN DE FIN D'ANNEE :DEBUT DES EPREUVES ORALES DU BEPC

MERCREDI 15 JUIN 2016. ABIDJAN.LANCEMENT ET DEBUT DES EPREUVES ORALES DU BEPC AU COLLEGE MODERNE DU PLATEAU.

La grève de trois jours sur l'ensemble du territoire national, avec l'instauration d'une prime comme revendication principale annoncée par des organisations syndicales de fonctionnaires des secteurs

Éducation-Formation de Côte d'Ivoire, a été suivie partiellement dans les établissements scolaires à Abidjan et à l'intérieur du pays, a constaté Abidjan.net ce mardi 15 octobre 2024.

Aux lycées Sainte-Marie de Cocody et Moderne d'Angré, l'équipe de reportage a pu se rendre compte de l'effectivité des cours lors de cette première journée avec une présence de quelques agents de police devant les établissements.

Même son de cloche dans certaines villes de l'intérieur du pays. « Mes enfants sont partis au lycée ce matin, mais sont aussitôt revenus. Ils disent qu'il n'y a pas cours. Ceux qui sont dans les collèges privés sont partis. C'est donc ceux du public qui sont avec moi à la maison ici », a confié sous l'anonymat une femme résidente à Alépé, à 62,8 km d'Abidjan.

Joint au téléphone, M. C. K., enseignant à l'inspection de l'enseignement primaire (IEP) Yakasse Attobrou, a confié que la grève n'a pas été suivie dans son IEP. « Les cours se sont bien déroulés dans le département Yakassé Attobrou à l'école primaire publique Abradine 1, à l'école primaire publique Centre, à l'école primaire publique Résidence, à l'école primaire publique Yakasse 1 et 2 etc. », a-t-il affirmé.

En revanche, dans certains établissements publics à Abidjan, il n'y a pas eu cours. C'est le cas du lycée moderne de Cocody bien que voisin à Sainte-Marie. Idem au lycée moderne de Port-Bouët où les élèves n'ont pas pu franchir le portail de l'établissement et ont été priés de regagner leur domicile.

Le gouvernement ivoirien a dénoncé le projet d'arrêt de travail des organisations syndicales de fonctionnaires des secteurs Éducation-Formation, Santé et Protection sociale sur l'ensemble du territoire national sur la période des 15, 16 et 17 octobre 2024, estimant que cette grève " est une violation du protocole d'accord portant sur la trêve sociale sur la période 2022-2027".

Cyprien K.



SOCIÉTÉ / Des responsables syndicaux mobilisent les enseignants à Vavoua pour la grève projetée dans l'éducation nationale. Publié le dimanche 13 octobre 2024 | AIP

Vavoua (AIP) - Des responsables de l'Entente syndicale du secteur éducation formation (ESEF), en tournée de mobilisation pour la grève la grève projetée le mardi 15 octobre 2024 dans l'éducation nationale a exhorté les enseignants à se mobiliser pour immobiliser les établissements à Vavoua.

« Tous les établissements scolaires doivent être fermés à partir du mardi 15 octobre 2024 », a déclaré le secrétaire général du Syndicat des enseignants du primaire public de Côte d'Ivoire, Chérif Drissa, membre de la délégation du ESEF, dans les écoles où il est passée.

M. Chérif a dénoncé des tentatives d'intimidation et appelé au contraire les autorités à ouvrir des discussions avec l'ESEF afin d'éviter que l'année scolaire ne soit perturbée.

Onze faïtières syndicales sont signé un préavis de grève pour demander l'octroi d'une prime aux fonctionnaires du ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, à l'instar d'autres fonctionnaires.

(AIP) / sk/kaem/fmo



SOCIÉTÉ / Année scolaire 2024-2025: Diaby Mariame et l'ONG LAME Afrique distribuent plus 2 500 kits scolaires. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | Abidjan.net



© ABIDJAN.NET PAR DR

ANNEE SCOLAIRE 2024-2025: DIABY MARIAME ET L'ONG LAME AFRIQUE DISTRIBUENT PLUS 2500 KITS SCOLAIRES

LA CARAVANE DE DISTRIBUTION DE KITS SCOLAIRES, INITIEE CHAQUE RENTREE SCOLAIRE DEPUIS PLUSIEURS ANNEES, PAR DIABY MARIAME, PRESIDENTE DE L'ONG LAME AFRIQUE ETAIT A GRAND YAPO, DANS LE DEPARTEMENT D'AGBOVILLE LUNDI 14 OCTOBRE 2024.

La caravane de distribution de kits scolaires, initiée chaque rentrée scolaire depuis plusieurs années, par Diaby Mariame, présidente de

l'ONG LAME Afrique était à Grand Yapo, dans le département d'Agboville lundi 14 octobre 2024.

Ce sont au total 1300 kits scolaires qui ont été distribués aux élèves des écoles primaires publiques Grand Yapo 1-2-3 et 4. Complétant ainsi à 2700 le nombre de kits distribués cette année scolaire 2024-2025.

L'opération de distribution de kits de cette année a démarré au Lycée Mamie Fatai de Bingerville. 66 meilleures élèves de cette école ont reçu les kits scolaires et serviettes hygiéniques de LAME AFRIQUE.

Le samedi 12 octobre 2024, c'était au tour des élèves de Fresco dans le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire, de recevoir des kits scolaires au cours d'une double cérémonie de célébration de la 3ème édition des journées Nationales du vivrier en Côte d'Ivoire et de distribution de kits scolaires aux écoles EPP 1,2 et Koyiri de Fresco.

Le lundi 14 octobre, c'était l'apothéose à Grand Yapo. Plus de 1300 kits ont été distribués aux enfants des 4 écoles primaires publiques en présence du représentant résident de l'UNESCO, de la représentante résidente de la CEDEAO, et des autorités éducatives locales.

Prenant la parole au nom de la Directrice régionale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, l'inspecteur de l'enseignement primaire a remercié madame Diaby Mariame. Il a également affirmé que les élèves feront un bon usage des kits reçus.

À sa suite madame...Présidente des femmes de Grand Yapo a traduit la reconnaissance des femmes du village pour ce geste généreux.

Quand au chef du village, il s'est dit comblé, avant de révéler que plusieurs fois, il a eu des promesses dans ce sens qui ne se sont pas concrétisées. Il a donc remercié Diaby Mariame et son ONG pour le déplacement. "Grand Yapo est désormais votre village" a-t-il conclu.

Les représentants de l'UNESCO et de la CEDEAO, ont tous salué l'action de l'ONG LAME AFRIQUE.

Diaby Mariame a, à son tour remercié les personnalités présentes, et surtout les donateurs, qui ont rendu possible cette distribution par leurs dons. Pour elle ces soutiens démontrent que l'éducation des enfants, des jeunes filles et des femmes est une préoccupation majeure pour les citoyens.

S'adressant aux élèves, elle a encouragé une utilisation efficiente de ces outils pédagogiques. Travaillez avec acharnement, soyez respectueux envers vos enseignants, et n'oubliez jamais de rêver grand, car vous êtes les leaders de demain” a conclu la présidente de l'ONG LAME AFRIQUE .

An



AFRIQUE / Afrique: des inondations massives privent d'école des millions d'enfants, selon une ONG. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AFP



© AFP PAR MOHAMED ADE

DISTRICT D'ABIDJAN : SERIE D'INONDATIONS APRES DE FORTES PLUIES

ABIDJAN LE 25 JUIN 2020. APRES LES FORTES PLUIES QUI SE SONT ABATTUES CE JEUDI, DES INONDATIONS ONT ETE SIGNALEES DANS PLUSIEURS COMMUNES DU DISTRICT D'ABIDJAN.

Dix millions d'enfants sont privés d'école par des inondations massives en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, affirme l'organisation d'aide aux enfants Save The Children dans un communiqué mardi.

Save The Children appelle les donateurs à soutenir l'assistance aux populations touchées. Elle exhorte les gouvernements et leurs partenaires à offrir urgemment des alternatives aux enfants privés

d'école et à agir pour protéger davantage les établissements scolaires des évènements extrêmes à l'avenir.

"Les pluies sans précédent qui sont tombées sur le Nigeria, le Mali, le Niger et la République démocratique du Congo ont aggravé la crise du secteur éducatif avec des écoles endommagées ou détruites, des bâtiments scolaires occupés par des familles déplacées et des familles éloignées des écoles", dit l'ONG dans un communiqué. Les inondations ont déplacé environ un million de personnes, ajoute-t-elle.

Les 10 millions d'enfants coincés chez eux ou déplacés s'ajoutent aux plus de 36 millions empêchés d'aller en classe par des conflits ou la pauvreté, dont plus de 21 millions au seul Nigeria, dit-elle en citant des chiffres de l'Unesco.

"En plus de voir leurs familles ravagées et leurs foyers détruits, les enfants doivent voir leur éducation engloutie par les eaux", dénonce Vishna Shah-Little, une responsable régionale de Save The Children citée par l'organisation.

Depuis le début de la saison des pluies, des déluges d'eau se sont abattus sur de vastes étendues, provoquant des crues et des inondations qui ont fait des centaines de morts et des centaines de milliers de déplacés au Tchad, au Nigeria, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, en Guinée ou encore au Cameroun.

Elles ont affecté des millions de personnes, causé des dégâts considérables aux infrastructures et aux terres et aggravé les risques de maladie et d'insécurité alimentaire.

Save the Children souligne que les évènements météorologiques deviennent plus fréquents et intenses avec le changement climatique.

Elle presse les gouvernements de rapidement renoncer à l'utilisation des énergies fossiles et aux subventions en leur faveur pour limiter l'augmentation des températures.

lal/blb



SOCIÉTÉ / La plupart des établissements scolaires de la région de Gbêkê restés fermés ce mardi pour cause de grève des enseignants. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP



© AIP PAR DR

Ces derniers étaient absents dans les principaux établissements secondaires de Bouaké, notamment, le Lycée moderne Nimbo, le Lycée moderne TSF, le Lycée municipal Djibo Soukalo et le Lycée classique. La même situation a été constatée au Lycée moderne de Sakassou, au Lycée moderne de Béoumi et au Lycée moderne de Botro.

Le secrétaire général de la direction régionale de l'Education nationale et de l'Alphabétisation de Bouaké 2 (DRENA-Bouaké 2), Kouakou Porné, a indiqué que le taux de présence des enseignants était de 28,57 %.

Les écoles primaires de la région ont également été touchées par cette grève, les enseignants ayant répondu massivement à l'appel lancé par l'Intersyndicale du ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (IS-MENA).

Les revendications portées par ce mouvement de grève, prévu pour une durée de trois jours (du 15 au 17 octobre 2024), portent sur l'octroi d'une prime d'incitation pour les personnels du secteur éducation-formation, la création d'une filière pour l'administration scolaire avec la création de nouveaux emplois et l'établissement d'un profil de carrière.

Les enseignants demandent également le reversement des salaires suspendus et ponctionnés en 2019 et 2020, la revalorisation des indemnités liées aux examens à grand tirage et leur paiement dans un délai de deux semaines après la clôture des secrétariats d'examens, ainsi que la promotion des instituteurs adjoints.

(AIP)



SOCIÉTÉ / Le mouvement de grève observé partiellement dans des établissements scolaires de Yopougon et Attécoubé. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP



© AIP PAR DR
DES ELEVES DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES SECONDAIRES OBLIGÉS DE REGAGNER LEURS DOMICILES EN L'ABSENCE D'ENSEIGNANTS

La grève, décrétée par le collectif des syndicats des fonctionnaires des secteurs éducation/formation, de la santé, et de l'emploi et de la protection sociale, est partiellement observée au lycée municipal d'Attécoubé et au lycée moderne de Yopougon-Andokoua, mardi 15 octobre 2024.

Au lycée municipal d'Attécoubé, les élèves ont été priés de retourner chez eux, en raison de l'absence des enseignants aux premières heures des cours.

Selon le proviseur Coulibaly Yaya, ses collaborateurs sont restés en salle des professeurs, bien qu'ils aient répondu présents dans l'établissement scolaire.

« La hiérarchie nous a donné des instructions mardi dernier de ne pas observer la grève annoncée par les syndicats. Cependant, ce matin, je fais le même constat que vous et je préfère ne pas en dire davantage », a confié M. Coulibaly à l'AIP.

Au lycée moderne de Yopougon-Andokoua, la consigne de grève est également respectée. Les élèves ont dû rebrousser chemin, faute d'enseignants.

Grève peu suivie dans les écoles primaires

Dans les communes de Yopougon et d'Attécoubé, plusieurs écoles primaires publiques sont restées ouvertes. Les instituteurs ayant respecté l'appel lancé par le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation de boycotter la grève par la faïtière.

Au groupe scolaire Mobio Aké Célestin BAD d'Attécoubé, les cours se sont déroulés normalement et l'un des directeurs, Boga Willys, a soutenu n'accorder aucun crédit au mot d'ordre, assurant que ses collaborateurs étaient bel et bien à leurs postes.

L'inspecteur de l'enseignement primaire public de Toui Bi a affirmé, lors d'un échange téléphonique, qu'il veillait personnellement à l'application des directives de la hiérarchie.

« Je fais actuellement le tour des écoles. Je suis du côté de la mairie et je compte me rendre dans la zone d'Abobo-Doumé. Vous pouvez constater par vous-même que les cours se déroulent normalement », a-t-il souligné.

Idem dans les structures sanitaires

À l'hôpital général de Yopougon, ainsi que dans les centres de santé urbains de « Santé » et d'Abobo-Doumé, les agents de santé étaient à leur poste.

« Je suis agent d'hygiène et je reçois actuellement une patiente. Ici, c'est le service de la tuberculose. Nous sommes ouverts, tout comme la pharmacie, le dispensaire, la PMI et la maternité situés plus haut », a précisé Memel Charlotte, en désignant ses supérieurs en pleine réunion hebdomadaire.

Les revendications à l'origine de cette grève concernent, entre autres, les primes d'incitation, les retenues ou suspensions de salaire, ainsi que les indemnités. Ce mouvement, annoncé pour les 15, 16 et 17 octobre, est orchestré par les organisations syndicales des fonctionnaires des secteurs de l'Éducation-Formation, de la Santé et de la Protection sociale sur l'ensemble du territoire national.

Lundi 14 octobre 2024, le gouvernement a fermement dénoncé ce mot d'ordre de grève, le qualifiant de « violation du protocole d'accord portant trêve sociale sur la période 2022-2027 ».

(AIP) / Bsb/kp



SOCIÉTÉ / La grève des enseignants observée à Bingerville. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP

Des enseignants du secondaire public de Bingerville ont observé, mardi 15 octobre 2024, le mot d'ordre de grève annoncé par la faîtière des organisations syndicales.

Les élèves du lycée moderne et ceux du lycée Garçons ont confié à l'AIP que les cours n'ont pas été dispensés en raison de l'absence des professeurs dans les salles de classe.

Au lycée jeunes filles de la même ville, les élèves étaient assises dans la cour au passage du journaliste de l'AIP.

Approchée, la cheffe de l'établissement, en compagnie de deux inspecteurs, a souhaité avoir l'autorisation de la hiérarchie pour s'exprimer sur l'effectivité ou non du mot d'ordre de grève lancé le collectif des syndicats du secteur éducation/formation.

Débutée ce mardi, la grève de trois jours sur l'ensemble du territoire national est annoncée par des organisations syndicales de fonctionnaires de Côte d'Ivoire qui réclament l'instauration d'une prime pour le corps enseignant.

(AIP) / Gf/kp



SOCIÉTÉ / Des enseignants en salles de classe à Minignan malgré le mot d'ordre de grève. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP



© AIP PAR DR

DES ENSEIGNANTS EN SALLES DE CLASSE A MINIGNAN MALGRE LE MOT D'ORDRE DE GREVE

Malgré un taux de suivi de près de 90% de la grève dans les établissements scolaires de Minignan, des enseignants ont continué à dispenser leurs cours, défiant ainsi le mot d'ordre émis par des syndicats du secteur éducation/formation.

Dans les établissements primaires et secondaires visités, la majorité des enseignants sont restés en salle des professeurs ou dans leurs

bureaux. Toutefois, au lycée moderne et au collège municipal, certains enseignants ont choisi de ne pas suivre le mot d'ordre de grève.

Le proviseur du lycée moderne de Minignan, contacté pour un commentaire, a décliné l'invitation, invoquant son devoir de réserve. "Je crois que pour l'instant, la parole est réservée à Madame le ministre", a-t-il déclaré.

Les représentants syndicaux, de leur côté, ont exprimé leur satisfaction quant au taux de participation à la grève. "Ici, la grève est suivie à 90% et nous sommes satisfaits, car ce chiffre fait inverser les tendances annoncées", a déclaré le secrétaire général du collectif des syndicats de l'enseignement du 1er degré de Côte d'Ivoire (CES1D-CI), Konan Blaise.

Cette situation met en lumière les divergences au sein du corps enseignant face aux actions de grève à Minignan.

(AIP)



SOCIÉTÉ / La grève dans le secteur éducation partiellement suivie à Séguéla. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | AIP



© AIP PAR DR

SONGON : L'ONG YELENBA WOMEN IN ACTION (YWIA) EXHORTE LES JEUNES FILLES A LA LECTURE ET OFFRE PLUS DE 200 LIVRES AU COLLEGE NOTRE DAME DE LA PAIX

"LE GBAKA LITTERAIRE" DE L'ONG YELENBA WOMEN IN ACTION (YELENBA-WIA) A FAIT ESCALE, VENDREDI 19 AVRIL 2024 AU COLLEGE DE JEUNES FILLES NOTRE DAME DE LA PAIX DANS LA COMMUNE DE SONGON.

La grève de 72 h déclenchée dans le secteur Education-formation par les enseignants a été partiellement suivie dans les différents établissements secondaires et primaires publics de la Direction régionale de l'Education nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) de

Séguéla, a constaté l'AIP, mardi 15 octobre 2024, à Séguéla, capitale de la région du Worodougou.

Du lycée moderne Dominique Ouattara au lycée moderne BAD en passant par le lycée des jeunes filles, on pouvait observer une atmosphère calme avec la présence des forces de sécurité, signe du renforcement du dispositif sécuritaire aux abords de ces écoles.

Pendant que dans des établissements scolaires, des enseignants présents à leurs postes dispensaient des cours, d'autres par contre, en groupe, à l'ombre des arbres, dévissaient, sans se soucier de la présence des apprenants dans la cour de l'école.

Pour la directrice régionale de l'Education nationale et de l'Alphabétisation de Séguéla (DRENA), Assiè Kouamé Pélagie, la majorité des enseignants a accepté d'aller en classe et les a exhortés à continuer. Elle a révélé que sur les 24 établissements secondaires publics qui composent la DRENA, le mot d'ordre d'arrêt de travail a été plus ou moins suivi dans six écoles. Aucune école privée du secondaire de la région n'a enregistré de grève.

A contrario, le coordonnateur des syndicats d'enseignants du lycée moderne Dominique Ouattara, Coulibaly Souleymane, a affirmé que le mouvement est suivi parce que leurs revendications légitimes n'ont aucune coloration politique, ni ethnique.

« Il s'agit de l'amélioration des conditions de la vie des travailleurs, des fonctionnaires surtout des enseignants », a-t-il précisé.

(AIP)

RÉGIONS / Fresco : L'ONG Lampe Afrique fait des dons aux élèves et aux femmes du vivrier. Publié le mercredi 16 octobre 2024 | Fratmat.info



L'autonomisation des femmes est essentielle pour le bien-être des familles et la prospérité du pays

La 3^e édition des Journées Nationales du Vivrier, s'est déroulée les 11 et 12 octobre 2024, à Fresco. A cette occasion, Diaby Mariame, présidente de l'Ong Lampe Afrique, invitée d'honneur, a remis un tricycle à l'Union des Coopératives des Femmes du Secteur Vivrier du Département de Fresco, permettant ainsi à 300 femmes de transporter leurs produits vers les marchés et d'améliorer leur situation financière.

En plus, elle a offert plus de 200 kits scolaires aux élèves de huit localités du département, notamment Zegba, Dahiri, Wawako, Wawapeko, Petit Bondoukou, Fresco 1, Fresco 2 et Koyiri.

Cette autre action sociale intervention quelques mois après un don d'une broyeuse aux femmes d'Alépie 1 dans la commune d'Abgovile, profitant à trois villages (Alépie 2 et Mbochi Mpo) pour les aider à transformer leurs productions.



Plus de 200 kits scolaires ont été offert aux élèves de huit localités du département de Fresco

Les femmes bénéficiaires du tricycle, ainsi que le porte-parole des élèves, ont exprimé leur profonde gratitude à Mariame Diaby pour son engagement envers l'éducation, l'autonomisation des femmes et la sécurité alimentaire.

« Cette journée est une reconnaissance des efforts inlassables des femmes qui constituent ce secteur vital. Ces "héroïnes de l'ombre" jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire de notre pays. Grâce à leur détermination et leur savoir-faire, elles nourrissent nos communautés, soutiennent nos familles et bâtissent l'avenir de la nation. Leur résilience face aux défis quotidiens est une source d'inspiration pour nous tous, et c'est à elles que nous devons rendre hommage aujourd'hui », a affirmé la présidente de l'ONG *Lame Afrique*

avant de partager sa vision d'un avenir où chaque femme en Côte d'Ivoire serait autonome, indépendante et prospère.

Pour elle, l'autonomisation des femmes est essentielle pour le bien-être des familles et la prospérité de notre pays. C'est pourquoi dira-t-elle, son Ong, a mis en place des programmes pour renforcer les capacités des femmes et leur fournir les ressources nécessaires à leur réussite. « En investissant dans l'éducation des filles, en facilitant l'accès au financement pour les femmes entrepreneures et en promouvant les pratiques agricoles durables, nous voulons contribuer à bâtir des communautés plus fortes et résilientes. En soutenant ces femmes, nous créons des familles stables et une économie dynamique. Unissons nos forces pour créer un environnement propice à l'épanouissement des femmes dans tous les secteurs. Ensemble, nous pouvons garantir que chaque femme ait accès aux mêmes opportunités et soit reconnue pour son travail », a-t-elle conclu.

Par Serges N'GUESSANT



VU DE CÔTE D'IVOIRE

Côte d'Ivoire / Grève à la Fonction Publique : les secteurs Education-Formation, Santé et Protection Sociale à l'arrêt ? Publié le mardi 15 octobre 2024 | 7info.ci



Ils semblent déterminés à aller jusqu'au bout malgré les négociations. Le collectif des organisations syndicales du secteur Education-Formation, Santé, Protection sociale maintient son mot d'ordre de grève de trois jours. L'arrêt de travail a débuté ce mardi 15 octobre 2024.

“Enseignants, fonctionnaires de Côte d'Ivoire, il est 19 h 20 ce lundi 14 octobre. Nous voulons vous dire ce soir que le mot d'ordre de grève lancé par les différentes faitières pour les 15, 16 et 17 octobre, est maintenu”, a déclaré lundi dans la soirée, le secrétaire général de la Confédération

ivoirienne des syndicats libres (CISL)-Dignité, Bli Blé David, devant les journalistes et responsables syndicaux, lors d'un point de presse à Abidjan.

Les 72 h d'arrêt de travail qui ont débuté ce mardi 15 octobre sur l'ensemble du territoire ivoirien. Cette grève, selon les organisateurs, visent à revendiquer entre autres une prime pour les enseignants.

Ils revendiquent aussi une revalorisation salariale, des indemnités, d'allocations familiales, le déblocage des avancements avec effets immédiats, et autres.

En face, les autorités qui ne partagent pas l'initiative ont pris des dispositions pour permettre le déroulement normal des cours et le fonctionnement des centres de santé.

Depuis ce matin, comme constaté par 7info à Cocody et à Yopougon, des agents des forces de l'ordre sont déployés devant des établissements scolaires et les structures sanitaires à Abidjan.

Une trêve sociale signée en cours

Le Gouvernement ivoirien et les organisations syndicales de la Fonction Publique ont signé, le lundi 08 août 2022 à Abidjan, un protocole d'accord portant trêve sociale sur la période 2022-2027.

Cet accord visait à permettre à l'État de mettre en œuvre le programme de travail du gouvernement dans un environnement social stable.

Selon le gouvernement, de nombreux projets sont annoncés dans le domaine de la protection sociale, notamment, la retraite logement, l'assurance chômage, la retraite complémentaire dans le secteur privé et la branche accidents de travail et maladies professionnelles dans le secteur public.

Pour permettre également que les cours soient dispensés dans les écoles et que les centres de santé fonctionnent, la préfecture d'Abidjan s'est saisie du dossier.

Dans un communiqué consulté par 7info, elle invite les directeurs régionaux de la Santé, de la protection sociale et de l'Éducation nationale, à lui communiquer la liste des grévistes.

« En dépit du protocole d'accord portant trêve sociale conclue avec les centrales et faîtières syndicales sur la période 2022-2027, des organisations syndicales des secteurs de l'éducation-formation, de la Protection Sociale et de la Santé entendent observer une grève de 72 heures sur l'ensemble du territoire national, les 15, 16 et 17 octobre 2024. Si ces arrêts de travail sont effectifs, ils pourraient mettre à mal le climat de paix sociale. En conséquence, je vous demande de bien vouloir me tenir la liste de vos collaborateurs qui observeront ladite grève. Votre diligence m'obligerait », lit-on.

Des actions de l'Etat en faveur des fonctionnaires

Ces dernières années des efforts ont été consentis par l'Etat ivoirien. Il s'agit de la revalorisation des salaires, de l'indemnité de transport dans le public qui est passé de 7 000 FCFA à 20 000 FCFA pour les fonctionnaires résidant à Abidjan.

Et de 7 000 FCFA à 15 000 FCFA pour les fonctionnaires à Bouaké, de 5 000 FCFA à 15 000 FCFA pour les fonctionnaires dans les autres chefs-lieux de régions et de 5 000 FCFA à 10 000 FCFA pour tous les autres fonctionnaires dans le reste du pays.

“Aujourd'hui, la moisson est bonne. Ce qui est fait aujourd'hui est un geste très fort du gouvernement”, avait salué Bli Blé David, à la signature de la trêve sociale en août 2022.

“La joie qui m'anime est très grande. L'extension de l'indemnité de logement à tous les fonctionnaires est la réparation d'une grande injustice. Mais ce qui nous enchante le plus, c'est l'instauration d'un nouveau droit, c'est-à-dire la prime exceptionnelle de fin d'année que nous appelons « Prime ADO », avait dit, pour sa part, le président de la Plateforme des organisations professionnelles des secteurs publics et privés de Côte d'Ivoire, Théodore Gnagna Zadi.

Tristan Sahi



SOCIÉTÉ / Cacaoculture / Lutte contre le Travail des Enfants : La Coopérative CAYAT fait dons de kits scolaires et des brouettes aux producteurs. Publié le mardi 15 octobre 2024 | Abidjan.net



© ABIDJAN.NET PAR DR

Le siège de la Société Coopérative Agricole de Yakassé-Attobrou (CAYAT) à Adzopé a accueilli une cérémonie de remise symbolique de dons, le 14 octobre 2023. La coopérative a distribué 295 kits scolaires et 300 brouettes aux producteurs identifiés par le biais d'enquêtes sur le terrain, a précisé Yao N'Guettia Robert, secrétaire général de CAYAT.

Ces kits scolaires sont destinés aux enfants travailleurs scolarisés, tandis que les brouettes, offertes aux familles, visent à alléger le fardeau de leurs enfants, souvent engagés dans le transport de charges lourdes. Cette initiative, dénommée "Remédiation indirecte", s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants dans les plantations de cacao. Les brouettes permettent aux parents de ramasser les bagages sans impliquer les enfants dans des travaux pénibles.

Les producteurs bénéficiaires ont exprimé leur gratitude envers le Conseil Café-Cacao (CCC) pour ces dons. Assoumou Thomas d'Abongoua a partagé son émotion et son espoir de recevoir davantage de soutien à l'avenir, tandis qu'Agbové Félix, délégué de la même localité, a également salué cette initiative.

Anita Akaffou, Agent de Suivi et de Remédiation du Travail des Enfants, a profité de l'occasion pour rappeler aux parents encore réticents l'importance de mettre fin au travail des enfants dans les champs.

Fondée en 2010 avec 283 membres, la CAYAT compte aujourd'hui 3 318 acteurs affiliés. Certifiée "commerce équitable", "agriculture durable" et "4C Association", la coopérative a reçu, le 5 août dernier, le Prix d'Excellence de la Meilleure Coopérative Agricole de Cultures Pérennes et Exportations, remis par le Vice-Président, Koné Tiémoko Meyliet.

Sous la direction de Dame Traoré Awa depuis 2017, CAYAT a obtenu cette distinction grâce à des initiatives telles que la géolocalisation des parcelles, la promotion des bonnes pratiques agricoles, la formation des producteurs, et son engagement dans la lutte contre le travail des enfants et l'autonomisation des femmes. La coopérative a également réalisé de nombreuses initiatives communautaires et se fixe de nouveaux défis : d'ici 2027, elle vise la transformation de 3 000 tonnes de cacao.



SOCIÉTÉ / Côte d'Ivoire/ Grève annoncée des fonctionnaires : le gouvernement dénonce une violation de l'accord portant trêve sociale et menace. Publié le lundi 14 octobre 2024 | Abidjan.net



© ABIDJAN.NET PAR ATAPOINTE

Le gouvernement ivoirien a dénoncé le projet d'arrêt de travail des organisations syndicales de fonctionnaires des secteurs Éducation-Formation, Santé et Protection sociale sur l'ensemble du territoire national sur la période du 15,16 et 17 octobre 2024 estimant que cette grève " est une violation du protocole d'accord portant trêve sociale sur la période 2022-2027".

" Le gouvernement qui s'est résolument inscrit dans le nouveau paradigme de dialogue social comme voie de résolution et de prise en charge de préoccupations des fonctionnaires et agents de l'Etat dénonce et condamne ces préavis de grève qui constituent une violation du protocole d'accord portant trêve sociale", rapporte un communiqué du ministère d'Etat, ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration parvenu le lundi 14 octobre 2024 à Abidjan.net.

Selon ce communiqué signé par la ministre Anne Desirée Ouloto, ces arrêts de travail projetés en dépit des efforts consentis par le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord portant trêve sociale conclu avec les centrales et faitières syndicales sur la période 2022-2027 et de l'existence de cadres de dialogue permanents, sont de nature à fragiliser le climat de paix sociale.

C'est pourquoi, le gouvernement a invité l'ensemble des fonctionnaires de ces secteurs à se désolidariser de ces projets d'arrêts de travail et à assurer la continuité du service public au cours de cette période conformément à leurs obligations statutaires.

" Le recours à la grève obéit à une procédure légale dont le non-respect expose les contrevenants à des mesures pécuniaires et à des sanctions disciplinaires, sans préjudice, des poursuites pénales susceptibles d'être engagées contre elles en cas de violences ou de voie de fait", a rappelé le communiqué.

Certaines organisations syndicales de fonctionnaires des secteurs Éducation-Formation, Santé et Protection sociale, ont annoncé un arrêt de travail sur la période du 15,16 et 17 octobre 2024 pour exiger la satisfaction d'une série de revendications dont le paiement d'une prime trimestrielle.

L.Barro

Détente

Caricature

